

Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des Priorités opérationnelles du FAD

Document de travail

Revue à mi-parcours du FAD-11
Octobre 2009
Helsinki, Finlande



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

Objectif. Dans le cadre des consultations relatives au FAD-11, la Direction et les plénipotentiaires se sont entendus sur un ensemble précis de priorités stratégiques et opérationnelles dans les domaines de l'infrastructure, de la gouvernance, de l'intégration régionale et de l'appui aux États fragiles. Le présent document rend compte de la mise en œuvre de ces priorités pendant la première moitié du cycle du FAD-11 et examine les défis y afférents. Il fait également état des importantes décisions politiques prises par le FAD pour venir en aide à ses pays membres et atténuer l'impact des récentes crises alimentaire et financière.

Aperçu général. Le FAD a enregistré une hausse sans précédent de la demande de ses ressources concessionnelles, notamment en raison de l'impact de plus en plus perceptible de la crise financière sur ses pays membres. Quinze mois après le début du cycle du FAD-11, le FAD a déjà engagé plus de 3 milliards d'UC, soit 52 % de l'ensemble des ressources du FAD-11. Cela représente à peu près le double du volume d'engagements enregistrés à la même période pendant la dernière reconstitution des ressources. D'ici à la fin de l'année, 77 % de l'enveloppe d'allocation de ressources basée sur la performance, 94 % de l'enveloppe des opérations régionales et 76 % de l'enveloppe de la Facilité en faveur des États fragiles auront été utilisés. L'augmentation significative des approbations d'opérations à l'appui de réformes traduit le besoin de plus en plus pressant d'instruments à décaissement rapide en vue d'amortir au plus tôt l'impact de la crise sur les économies des pays éligibles aux ressources FAD.

Priorités opérationnelles du FAD-11. Comme convenu lors des consultations relatives au FAD-11, le FAD a ciblé et continuera à cibler des interventions axées sur ses priorités principales.

Infrastructure. Les engagements en faveur de l'infrastructure ont représenté 51 % (à mi-parcours) et devraient passer à 59 % d'ici à la fin du cycle du FAD-11. Les investissements dans des infrastructures telles que les transports, l'énergie, l'eau et l'assainissement et les technologies de l'information et de la communication ont atteint 1,4 milliard d'UC à fin juillet 2009, améliorant ainsi la compétitivité de l'Afrique et servant de stimulant budgétaire à beaucoup de PMR.

Gouvernance. Guidées par les Orientations stratégiques et le Plan d'action de la Banque en matière de gouvernance, les interventions dans ce domaine ont représenté 36 % (à mi-parcours) des engagements totaux, et devraient représenter 22 % de l'ensemble du portefeuille du FAD d'ici à la fin de la période du FAD-11. Trente projets sur la gouvernance, d'une valeur de plus de 865 millions d'UC, ont été financés dans 23 pays FAD, dont sept États fragiles, dans le cadre d'opérations à l'appui de réformes, généralement sous forme d'appui budgétaire, mais aussi dans le cadre de programmes de renforcement des capacités aux niveaux national et régional.

Opérations régionales. En accord avec le Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales adopté par la BAD en mars 2008, les engagements en faveur des opérations régionales pendant la première phase du FAD-11 ont atteint leur plus haut niveau, avec un montant de 943 millions d'UC pour 16 opérations, principalement dans le domaine de l'infrastructure. La majorité des opérations portaient sur le développement et la modernisation des corridors de transport régionaux. D'autres consistaient en des projets de biens publics régionaux dans les domaines agricole, environnemental, social et de la gouvernance. Selon les modalités de financement convenues avec les plénipotentiaires, en principe deux tiers des coûts des projets ont été supportés par l'enveloppe régionale du FAD et un tiers par l'allocation accordée aux pays FAD concernés (partage des coûts). Des exceptions ont cependant été faites en ce qui concerne les biens publics régionaux, et les pays dont l'allocation est inférieure à inférieure ou égale 20 millions d'UC ; pour ces derniers, le plafond de partage des coûts a été fixé à 10 % de leur allocation. Par conséquent, 70 % du montant total (soit 657 millions d'UC) ont été payés par l'enveloppe des opérations régionales et 30 % (soit 286 millions d'UC) par les ressources allouées sur la base de la performance. 26 % des opérations régionales approuvées concernaient des projets exemptés du partage des coûts. Le nombre élevé de demandes insatisfaites pour le financement d'opérations régionales et la raréfaction des possibilités de cofinancement en raison de la crise financière actuelle ont absorbé la quasi-totalité des ressources disponibles et entraîneront probablement leur épuisement d'ici au premier trimestre de 2010.

États fragiles. L'appui renforcé de la Banque aux États fragiles pendant l'année écoulée a été guidé par sa Stratégie d'engagement accru dans les États fragiles et par les Directives opérationnelles de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF), qui reposent sur les principes convenus avec les plénipotentiaires lors des négociations sur le FAD-11. La FEF a été instituée en juillet 2008 en tant

qu'entité autonome du point de vue opérationnel au sein du Groupe de la Banque et dotée d'un cadre intégré visant à apporter un soutien plus efficace aux États fragiles. A fin juillet 2009, 133 millions d'UC avaient été engagés dans le contexte du Pilier I de la FEF, en sus des allocations basées sur la performance normalement accordées aux huit pays bénéficiaires, pour des projets de gouvernance, de renforcement des capacités ou de modernisation des infrastructures de base. Près de 83 % des ressources du Pilier II ont été utilisés pour apporter un concours indispensable à l'apurement des arriérés de la Côte d'Ivoire et du Togo. Enfin, les ressources du Pilier III, conçu pour fournir des ressources à un plus grand nombre de pays confrontés à la faiblesse de leur gestion des finances publiques et de leurs systèmes administratifs, ont été engagées à hauteur de 16,8 millions d'UC. Au total, 74 % des ressources de la FEF avaient été engagés au 31 juillet 2009.

Thèmes connexes. Les synergies entre certaines activités du Groupe de la Banque et celles du Fonds ont été renforcées, en particulier dans le secteur privé, comme en témoigne l'augmentation significative du nombre d'opérations que la Banque a approuvées dans ce secteur pour les pays FAD. Ces opérations ont atteint le montant sans précédent de 666 millions d'UC pendant la première phase du FAD-11. Dans le domaine du savoir et de la représentation, le Groupe de la Banque a considérablement élargi son rôle de conseiller et porte-parole des pays FAD pendant la crise financière actuelle, tout comme celui de première source de données et d'analyses importantes sur le développement. L'expérience de la Banque dans les secteurs agricole et social a été extrêmement précieuse pour endiguer rapidement les crises alimentaire et financière.

Défis. Dans la mise en œuvre des priorités stratégiques et opérationnelles définies pour le FAD-11, le Fonds a été confronté à deux types de défis : i) adapter l'appui du Fonds aux pays FAD frappés par la crise économique et financière et ii) tester sur le terrain les nouveaux cadres et politiques en matière d'opérations régionales et d'États fragiles.

Adapter l'appui du Fonds. Après la présentation de l'impact économique de la crise financière au Conseil des administrateurs du FAD en mars 2009, la Direction a retenu deux facteurs ayant permis à la Banque d'apporter un soutien efficace aux pays face à la crise : l'accroissement de la capacité de réalisation des missions du Groupe de la Banque et l'amélioration de la souplesse du cadre de politiques du FAD. En conséquence, les procédures ont été simplifiées et améliorées, la limite d'anticipation des engagements a été étendue pour les pays touchés par la crise et le portefeuille actuel a été restructuré pour réaffecter les ressources selon un nouvel ordre de priorité des activités. Ces mesures ont en partie permis de doubler le montant des engagements du FAD par rapport à la reconstitution précédente. Pour l'avenir, trois mesures supplémentaires sont à l'étude : i) l'assouplissement, si nécessaire et selon la demande, du plafond de 25 % pour les prêts et dons à l'appui de réformes ; ii) la révision de la politique de réallocation pour les ressources annulées ; et iii) la mise au point de nouveaux produits pour mieux tirer parti des ressources du secteur privé et adapter les instruments du secteur public aux besoins en mutation des pays FAD.

Tester le cadre des opérations régionales et le cadre intégré de la FEF. Certains des problèmes survenus pendant les 15 mois de mise en œuvre du cadre des opérations régionales et du cadre intégré de la FEF méritent une attention particulière. D'une part, l'exigence d'un accord de partage des coûts des opérations régionales a dissuadé bon nombre de pays, et le plafond de partage des coûts pour les petites allocations a eu un impact négatif pour les pays dont la performance avait fait grimper leur allocation juste au delà de 20 millions d'UC. D'autre part, en l'absence d'un plafond ou d'un montant prévu de ressources à affecter aux BPR financées sans partage de coûts, la direction a eu du mal déterminer la priorité entre les projets BPR (la plupart dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'environnement et de la gouvernance) qui sont très sollicités, et les opérations régionales (la plupart dans le secteur de l'infrastructure), qui sont financées sur l'enveloppe des opérations régionales. Pour ce qui est du Pilier II de la FEF, il ne dispose plus de ressources pour financer l'apurement des arriérés de la Somalie, du Soudan et du Zimbabwe, en cas de réengagement du Fonds avec ces pays.

Table des matières

Abréviations et sigles	v
1. Introduction	1
2. Aperçu global des priorités opérationnelles du FAD	1
3. État de la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD	5
<i>Infrastructure</i>	<i>5</i>
<i>Gouvernance.....</i>	<i>7</i>
<i>Opérations régionales.....</i>	<i>10</i>
<i>États fragiles</i>	<i>14</i>
4. Thèmes transversaux	17
<i>Synergies entre le Fonds et le secteur privé de la Banque</i>	<i>17</i>
<i>Activités de gestion et de développement des connaissances.</i>	<i>19</i>
<i>Genre, Environnement, Changement climatique.....</i>	<i>20</i>
<i>Agriculture, Gestion des ressources naturelles, Développement social et humain.....</i>	<i>23</i>
5. Défis de la mise en œuvre et réponse du Fonds	24
<i>Adapter l'appui du FAD aux besoins évolutifs des pays du FAD au regard des crises économique et financière.....</i>	<i>24</i>
<i>Tester les cadres du FAD-11 pour les opérations régionales et pour les Etats fragiles.....</i>	<i>27</i>
6. Conclusion et Recommandations	29
Annexe I : Réponse du FAD à l'impact économique de la crise financière	30
Annexe II: Nouveaux résultats des opérations de gouvernance dans le cadre du FAD-11	32
Annexe III: Liste des Opérations régionales et des biens publics régionaux	34
Annexe IV: Opérations financées au titre du Pilier I de la Facilité en faveur des Etats Fragiles.....	36
Annexe V: Opérations financées au titre du Pilier I de la Facilité en faveur des Etats Fragiles.....	37

Tableaux

Tableau 1 : Résumé des opérations d'infrastructure du FAD-11 à fin juillet 2009	5
Tableau 2 : Résumé des opérations approuvées pour la gouvernance dans le cadre du FAD-11 (fin juillet 2009).....	8
Tableau 3 : Résumé des opérations régionales approuvées pendant le FAD-11	10
Tableau 4 : Facilité en faveur des États Fragiles	14
Tableau 5 : Ressources de la Facilité en faveur des États fragiles par Pilier	15
Tableau 6 : Opérations de prêt du secteur privé dans les pays du FAD, 2008-2009	19
Tableau 7 : Récapitulatif des opérations du FAD-11 dans les domaines de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles.....	24
Tableau 8 : Récapitulatif des opérations de développement humain et social approuvées au titre du FAD-11	24
Tableau 9 : Illustration des implications du partage des frais dans le cadre d'une opération régionale de 30 millions d'UC pour un pays au seuil minimum.....	27

Graphiques

Graphique 1 : Ressources prévues du FAD-11 par guichet.....	2
Graphique 2 : Utilisation réelle et prévue des ressources du FAD-11.....	2
Graphique 3 : Engagements du FAD par secteur pendant le FAD-10 et le FAD-11	3
Graphique 4 : Répartition sectorielle des ressources du FAD par guichet (approuvée à mi-parcours)	3
Graphique 5 : Evolution des taux de décaissement de 2006 à 2009	4
Graphique 6 : Répartition sectorielle des ressources du FAD par guichet (cycle total)	5
Graphique 7 : Application du cadre stratégique et opérationnel des opérations régionales à ce jour	13
Graphique 8 : Utilisation des ressources de la FEF et montant total de ressources par Pilier	16

Encadrés

Encadré 1 : Phase II du programme national d'AEAR au Sénégal	6
Encadré 2 : Libéria : Renforcement de la bonne gouvernance financière dans un État fragile	9
Encadré 3 : Opération régionale dans le secteur des transports : Le corridor routier Mombasa - Nairobi - Addis-Abeba, Phase II.....	11
Encadré 4 : Exemple de bien public régional : le programme de développement durable du bassin du Lac Tchad.....	12
Encadré 5 : Récente approbation du partenariat secteur public-secteur privé: le projet de route à péage Dakar – Diamniadio	18
Encadré 6 : Le Fonds forestier du Bassin du Congo.....	22
Encadré 7 : Projet des entreprises de femmes axées sur la croissance.....	23

Abréviations et sigles

ABP	Allocation des ressources basée sur la performance
ADOA	Évaluation préalable de l'additionnalité et des résultats en matière de développement
BAD	Banque africaine de développement
BPR	Biens publics régionaux
C-10	Comité de 10 ministres des finances et gouverneurs de banque centrale ou régionale d'Afrique
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
FAD	Fonds africain de développement
FAD-8	Huitième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-9	Neuvième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-10	Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FCI	Facilité du climat des investissements
FEF	Facilité en faveur des États Fragiles
FFBC	Fonds forestier du bassin du Congo
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IAEAR	Initiative pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement en milieu rural
OR	Opérations régionales
PBL	Prêt à l'appui de réformes
PMR	Pays membres régionaux
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRG	Garantie partielle des risques
PRODEBALT	Programme de développement durable du bassin du Lac Tchad
RDC	République démocratique du Congo
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UC	Unités de compte
UGPOA	Nouveau plan d'action pour les questions de genre

RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRIORITES OPERATIONNELLES DU FAD

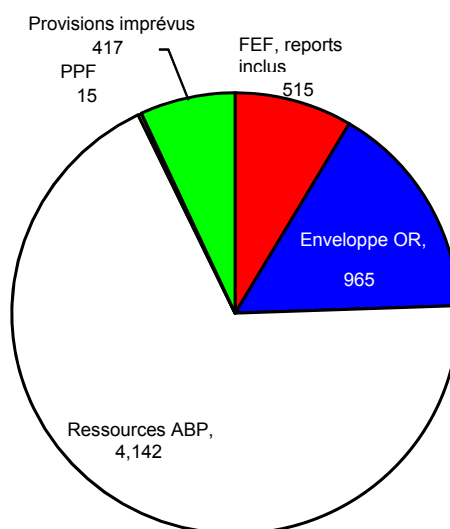
1. Introduction

- 1.1 Dans le cadre des consultations relatives à la onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-11), la Direction et les plénipotentiaires se sont accordés sur un ensemble précis de priorités stratégiques et opérationnelles centrées autour de l'infrastructure, de la gouvernance, de l'intégration régionale et de l'appui aux États fragiles pour la période du FAD-11. Le présent document rend compte de la mise en œuvre de ces priorités pendant la première moitié du cycle du FAD-11 et examine les défis y afférents. Il fait également état des mesures très importantes concernant les politiques et processus, prises par le Fonds africain de développement (le « FAD » ou le « Fonds ») pour aider ses pays membres et atténuer l'impact des récentes crises alimentaire et financière. Un rapport connexe rend compte de la mise en œuvre à mi-parcours du cadre d'allocation des ressources du FAD-11.
- 1.2 La section 2 du présent document donne un aperçu global de la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD, tandis que la section 3 examine les progrès accomplis et analyse les principales tendances opérationnelles émergentes. La section 4 présente le compte rendu des thèmes connexes. La section 5 examine les défis liés à l'exécution des opérations du Fonds et décrit comment le Fonds compte les relever. La section 6 contient les conclusions du rapport.

2. Aperçu global des priorités opérationnelles du FAD

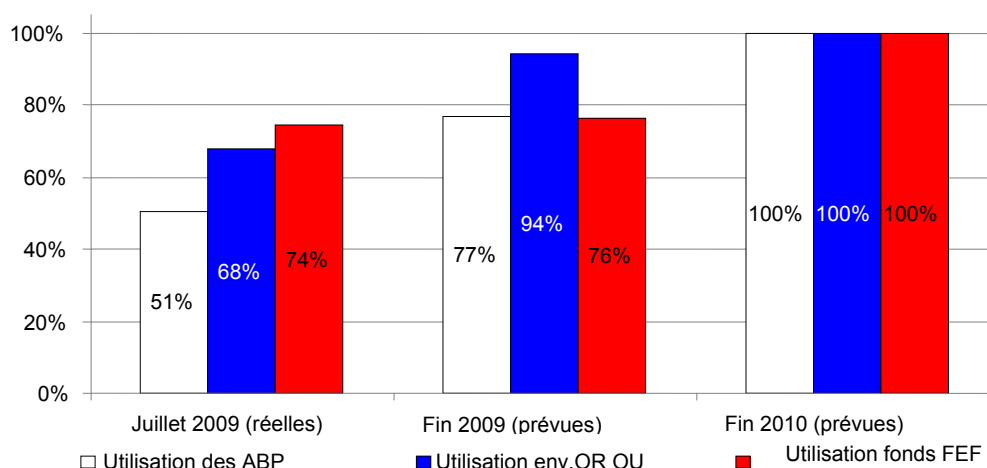
- 2.1 À ce jour, la performance globale du FAD a été marquée par un accroissement considérable des demandes de ressources adressées au guichet concessionnel du Groupe de la Banque, notamment en raison de la crise financière et de ses répercussions qui se font de plus en plus ressentir sur les économies des pays membres régionaux du FAD (PMR). Quinze mois après l'entrée en vigueur du FAD-11, le Fonds a engagé 3,14 milliards d'UC représentant 52 % des ressources de la Onzième reconstitution, qui se chiffrent à 6,051 milliards (Graphique 1), soit à peu près le double du montant de ses engagements à la même période lors de la dernière reconstitution de ressources.

Graphique 1 : Ressources prévues du FAD-11¹ par guichet
(En millions d'UC)



- 2.2 A fin juillet 2009, cette forte demande des ressources du FAD avait entraîné l'engagement anticipé des allocations, facilitées par le programme accéléré² qui a été institué en réponse à la crise financière (annexe I). En conséquence de ces engagements anticipés, 51 % de l'enveloppe de l'allocation des ressources basée sur la performance, 68 % de l'enveloppe des opérations régionales et 74 % des ressources de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF) avaient été engagés au 31 juillet. Au regard du portefeuille des projets confirmés, le taux d'utilisation passera à 77 % de l'enveloppe de l'allocation des ressources basée sur la performance, 94 % de l'enveloppe des opérations régionales et 76 % des ressources de la FEF d'ici à la fin de 2009 (Graphique 2). De surcroît, 15 pays FAD auront utilisé la totalité des ressources qui leur ont été allouées sur la base de leur performance³.

Graphique 2 : Utilisation réelle et prévue des ressources du FAD-11



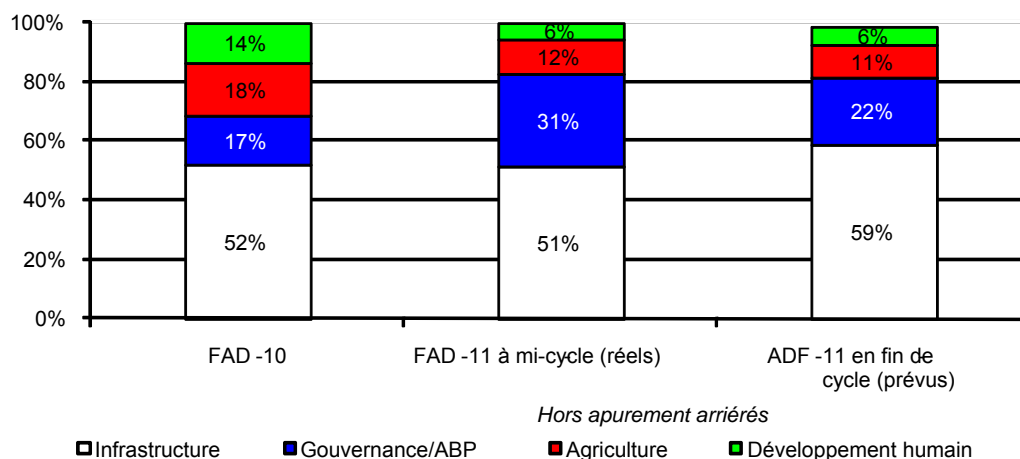
¹ Les ressources prévues comprennent les reports et les ressources générées à l'interne, plus les ressources promises par les bailleurs de fonds, moins les provisions pour imprévus.

² Banque africaine de développement, mars 2009, Réponse de la Banque à l'impact économique de la crise financière], ADF/ADB/WP/2009/32.

³ Pour huit de ces pays, ces allocations en début de période à titre exceptionnel ont été autorisées à cause de leur petite taille (moins de 20 millions d'UC). Pour les autres, ils étaient nécessaires pour faire face à la crise.

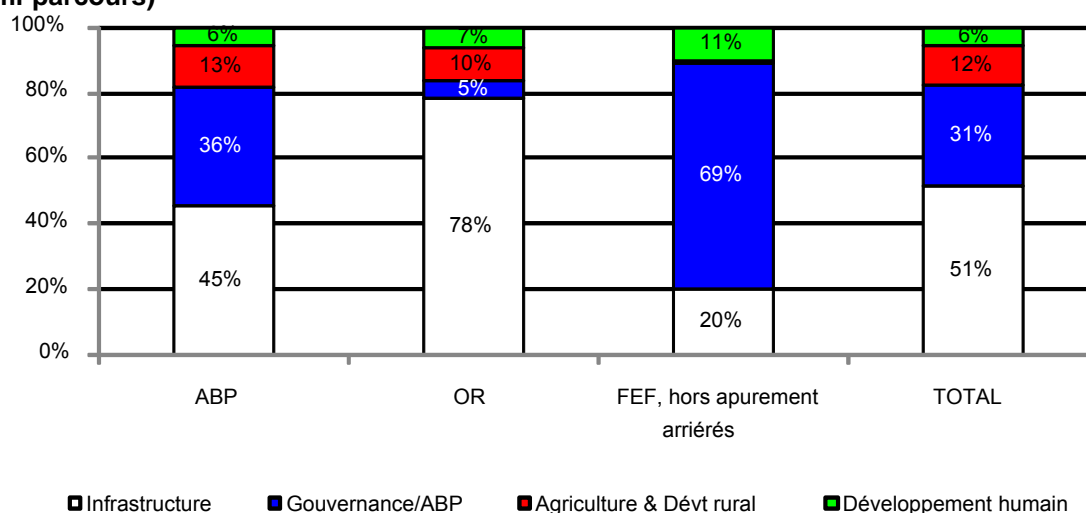
- 2.3 Par ailleurs, le Fonds s'est considérablement concentré sur les priorités stratégiques adoptées (Graphiques 3 et 4), principalement en réduisant les financements pour l'agriculture et le développement humain au profit des infrastructures et de la gouvernance.

Graphique 3 : Engagements du FAD par secteur pendant le FAD-10 et le FAD-11



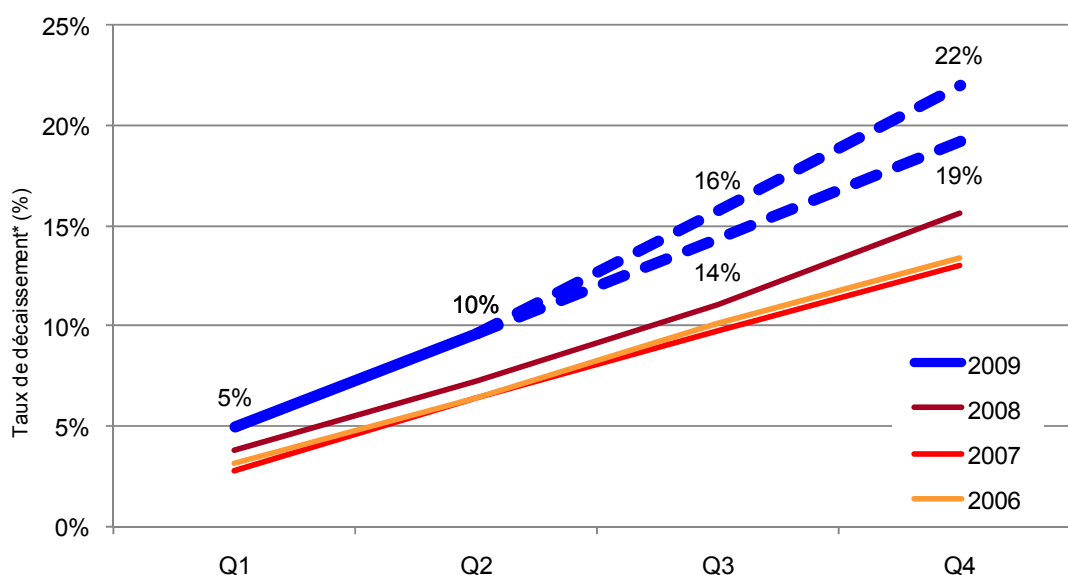
- 2.4 **Un soutien accru a été accordé aux États fragiles**, comme convenu avec les plénipotentiaires (paragraphe 3.16 et 3.26). Les engagements en faveur des opérations régionales ont atteint leur plus haut niveau annuel, à 943 millions d'UC, dont 657 millions supportés par l'enveloppe des opérations régionales prévue pour financer les opérations en instance qui n'avaient pas pu être financées pendant le FAD-10. Les allocations en début de période pour les opérations régionales s'établissent actuellement à 68 %, contre 40 % au milieu du cycle du FAD-10. Des 515 millions d'UC de ressources de la FEF, 382 millions ont servi à financer l'apurement des arriérés de la Côte d'Ivoire et du Togo, ainsi que des opérations au Burundi, aux Comores, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Libéria, en République centrafricaine, et en Sierra Leone. L'épuisement de l'enveloppe des opérations régionales et de celle de la FEF est prévu d'ici au premier trimestre de 2010. De nombreuses demandes resteront alors insatisfaites, en particulier celles qui concernent l'appui aux opérations régionales (des projets d'une valeur de près de 500 millions d'UC ont été mis en réserve, ajournés pour le FAD-12 ou annulés) et l'appui du guichet d'apurement des arriérés de la FEF, lequel soutient les pays susceptibles de se réengager avec la Banque (à l'instar du Zimbabwe).

Graphique 4 : Répartition sectorielle des ressources du FAD par guichet (approuvée à mi-parcours)



- 2.5 **Le dosage d'instruments entre le FAD-10 et le FAD-11 a été sensiblement modifié.** La part des opérations à l'appui de réformes sur l'ensemble des allocations de ressources basées sur la performance est passée de 14 % pendant le FAD-10 à 36 % au 31 juillet 2009. Les prêts à l'appui de réformes représentent également 69 % des approbations dans le contexte du Pilier I de la FEF. Cela dénote un besoin important d'instruments à décaissement rapide en temps de crise, pour minimiser l'impact de la récession sur l'économie. Bien que les prévisions actuelles n'indiquent pas que le plafond convenu sera dépassé (25 % de l'enveloppe des allocations de ressources basées sur la performance), les approbations de prêts et dons à l'appui de réformes sont susceptibles d'atteindre le taux maximal de 25 % si la crise entraîne un accroissement de la demande pour ce type de prêts, en remplacement de projets d'investissement (paragraphe 5.6).
- 2.6 **Les décaissements au titre du portefeuille actif du FAD⁴ ont également progressés de façon significative.** 11% à fin-juillet du stock des montants non-décaissés (à l'exclusion des opérations d'appui budgétaire et transferts à la FEF) ont déjà été décaissés, comparé à un taux de 6 à 7 % à la même période les années précédentes. La Graphique 5 illustre cette amélioration qui devrait se poursuivre pendant le reste de l'année pour atteindre un taux annuel de décaissement s'établissant entre 19 et 22 %. Les opérations d'appui budgétaire du portefeuille actif du FAD, quant à elles, ont atteint un taux de décaissement de 31 %.

Graphique 5 : Evolution des taux de décaissement de 2006 à 2009



* les taux de décaissement sont calculés en divisant les décaissements effectifs effectués au cours d'une année calendaire par le stock de prêts et dons non-décaissés au début de l'année, à l'exclusion des appuis budgétaires et transferts à la FEF

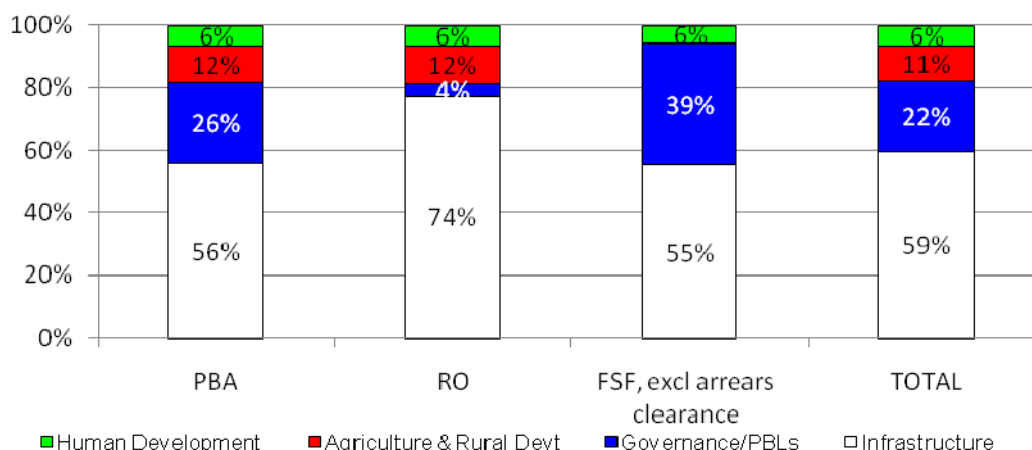
- 2.7 **Pour faire face à la crise financière, le FAD a fait preuve de souplesse lors de l'exécution de ses opérations et politiques,** dans cinq principaux domaines (section 5.5 et suivantes). Cette souplesse a tout d'abord été appliquée dans le domaine de la gestion des ressources, où de nombreux engagements anticipés des allocations ont été autorisés (paragraphe 2.2) afin de fournir une aide d'urgence aux pays. En outre, les règles en matière de restructuration des portefeuilles ont été assouplies pour permettre l'affectation des ressources de certains projets à des domaines où le besoin est plus pressant ou pour atteindre de nouveaux objectifs. La durée de l'examen des projets pour leur présentation au Conseil d'administration a également été ramenée à trois jours ouvrables pour les projets de lutte contre la crise. Par ailleurs, il a été convenu qu'une partie des ressources annulées du FAD-11 serait immédiatement réaffectée pendant le FAD-11, plutôt que d'être réallouée par le truchement de l'autorité chargée de l'engagement anticipé au cours du prochain cycle, comme cela était le cas auparavant. Enfin, la mise en place de nouveaux produits et instruments a été proposée pour exploiter les ressources du FAD.

⁴ Le ratio des décaissements du portefeuille actif du FAD rapporte, durant une année donnée, le décaissement de tous les projets du FAD divisés par le stock en début d'année des montants approuvés mais non-décaissés ; à l'exclusion des opérations d'appui budgétaire et des transferts spéciaux (FEF, par exemple)

3. État de la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD

- 3.1 Comme convenu lors des consultations sur la reconstitution des ressources, le FAD s'est concentré sur ses priorités principales (Graphique 4) et compte le faire jusqu'à la fin du FAD-11 (Graphique 6). Chacune des priorités opérationnelles est présentée dans les sections suivantes avec, si possible, le montant des engagements et des décaissements et les résultats préliminaires correspondants.

Graphique 6 : Répartition sectorielle des ressources du FAD par guichet (cycle total)
(Prévue en fin de cycle)



Infrastructure

- 3.2 L'infrastructure représente la part la plus importante des engagements du FAD-11, avec 51 % de l'ensemble des approbations à mi-parcours et 59 % de celles prévues en fin de cycle. A fin juillet 2009, le FAD avait engagé plus de 1,4 milliard d'UC pour combler le déficit d'infrastructures du continent et améliorer la compétitivité de l'Afrique (tableau 1). Pendant la crise financière, les investissements dans l'infrastructure servent également de stimulant budgétaire pour de nombreux PMR. Comme convenu avec les plénipotentiaires, les opérations du secteur de l'infrastructure ont essentiellement porté sur les sous-secteurs suivants : i) transports : créer des couloirs régionaux, soutenir l'aménagement de grands axes routiers et de routes rurales et investir dans des programmes d'urbanisation ; ii) énergie : élargir l'accès en finançant le développement des capacités de production, de transport et de distribution d'énergie, ainsi que des programmes de mise en commun des installations de production d'énergie et des programmes d'énergie propre ; eau et assainissement : accroître rapidement l'accès à l'eau et l'assainissement ; et iv) technologies de l'information et de la communication (TIC) : promouvoir l'interconnectivité. 60 % des projets d'infrastructure approuvés au cours du FAD-11 (de gros projets pour la plupart) sont cofinancés.

Tableau 1 : Résumé des opérations d'infrastructure du FAD-11 à fin juillet 2009
(En millions d'UC)

	Nombre	Montant
Transports	17	915,04
Énergie	8	266,01
Eau	10	250,36
TIC	0	-
Total	35	1 431,41

- 3.3 Dans le secteur des transports, le Fonds a financé 17 opérations d'un montant total de 915 millions (soit en moyenne 54 millions d'UC par projet). Près de 1800 kilomètres de route sont en construction, y compris un grand axe reliant deux blocs régionaux et 355 km de voies de desserte qui faciliteront l'accès des populations rurales aux centres-villes et à d'importants services sociaux au Burkina Faso, au Cameroun, au Rwanda et au Tchad⁵. En plus des routes, des structures d'une valeur socioéconomique telles que des marchés, des points d'eau potable, des centres de santé et des salles de classe seront construits en vue d'améliorer le bien-être des populations vivant près des nouvelles routes.
- 3.4 Dans le secteur de l'énergie, le Fonds a approuvé huit projets d'une valeur totale de 266 millions d'UC (soit en moyenne 33 millions d'UC par projet) pour la production, le transport et la distribution d'énergie, ainsi que pour la création de pools énergétiques régionaux grâce au financement de projets phares. Des projets d'augmentation de la production d'énergie électrique sont en cours en Sierra Leone (à 50 MW) et en République démocratique du Congo ; des opérations d'interconnexion régionale se déroulent actuellement entre l'Éthiopie et Djibouti (283 km de lignes de 220 KV, 84,5 km de lignes de 63 KV et 239 km de lignes de 33 KV) et dans les cinq pays des Lacs équatoriaux du Nil (769 km de lignes de 110 KV et de 220 KV au Burundi, au Kenya, au Rwanda et en Ouganda). Des travaux d'amélioration du transport de l'énergie électrique sont en cours en Ouganda (420 km de lignes de 132 KV) et au Kenya (450 km de lignes de 400 KV, 5 km de câbles souterrains de 220 KV et 19 km de lignes de 2x220 KV).
- 3.5 Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, 10 opérations ont été financées à plus de 250 millions d'UC, soit une moyenne de 25 millions d'UC par projet. Ces opérations comprennent cinq projets au titre de l'Initiative pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement en milieu rural (IAEAR) ou des composantes d'autres projets (112,9 millions d'UC) au Mali, au Malawi, au Rwanda, au Sénégal et en Tanzanie, ainsi que des interventions relatives à l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des eaux usées au Cameroun, en Mauritanie, en Mozambique, en Ouganda et en Zambie. Certaines de ces opérations (notamment au Malawi, au Mali, au Sénégal et en Tanzanie) constituent la deuxième phase d'un projet de l'IAEAR qui complète une première phase menée à bien pendant le FAD-10.

Encadré 1 : Phase II du programme national d'AEAR au Sénégal

Le prêt FAD de 30 millions d'UC pour la Phase II du programme national d'AEAR au Sénégal dans le cadre de l'IAEAR a été approuvé par le Fonds en février 2009 avec après la bonne exécution de la Phase I. La Phase I, qui a été mise en œuvre dans les régions de Louga, Kolda et Ziguinchor, est presque achevée et prendra fin en décembre 2009. La Phase II continue à améliorer les conditions sanitaires des populations rurales dans les régions de Kaolack/Kaffrine, Tambacounda, Kolda/Sédhiou et Ziguinchor, en élargissant l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Elle prévoit la remise en état et la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment des puits de forage, des systèmes permettant d'approvisionner plusieurs villages en eau, des réservoirs d'eau, des raccordements d'eau, des compteurs, des toilettes publiques et des latrines familiales. En outre, elle soutient les institutions participant à la mise en œuvre de ces projets. La Phase II a aussi appuyé la création d'associations d'usagers et contribué à la formation des usagers et des opérateurs privés à la gestion des systèmes d'adduction d'eau. D'ici à son achèvement en 2013, le taux d'accès à l'eau passera de 37 % à 5 %, et le taux d'assainissement passera de 17 à 26 %. Au total, 162 000 personnes auront accès à des services durables d'approvisionnement en eau et 150 000 disposeront de structures d'assainissement. L'ensemble des 800 000 habitants des cinq régions couvertes bénéficiera des campagnes d'hygiène et de changement de comportement prévues dans le cadre du projet. L'on note déjà une baisse significative des dépenses de santé dues aux maladies hydriques grâce à la Phase I. De plus, les bénéficiaires consacrent désormais plus de temps à des activités productives parce qu'ils sont libérés de la corvée de l'eau.

⁵ Voir le document de revue à mi-parcours du FAD-11, *Progrès dans la mise en œuvre du cadre d'évaluation des résultats du FAD-11*.

- 3.6 Dans le domaine des politiques, le Groupe de la Banque a renforcé le dialogue avec des organisations régionales telles que le Conseil des ministres africains de l'eau et l'Union africaine pour promouvoir des actions en vue de la réalisation des objectifs en matière d'alimentation en eau et d'assainissement. À travers la Facilité africaine de l'eau et le Programme du partenariat pour l'eau, la Banque a joué un rôle de chef de file en aidant le Conseil des ministres africains de l'eau à faire progresser la Vision africaine de l'eau. La Banque a également contribué à l'organisation d'événements clés tels que le Sommet des chefs d'État et de gouvernement africains sur l'eau et l'assainissement en juillet 2008 et le V^e Forum mondial de l'eau à Istanbul en Turquie en mars 2009.
- 3.7 Dans le domaine des TIC, une nouvelle stratégie a été adoptée en octobre 2008. Elle porte sur la mise en place d'infrastructures de TIC à haut débit et sur des politiques connexes. Depuis lors, huit études de faisabilité financées par des fonds fiduciaires ont été approuvées pour évaluer des projets potentiels. Le montant total nécessaire pour la mise en œuvre des projets de TIC dans les pays FAD est estimé à 1 milliard d'UC.
- 3.8 Entretien. Conformément à son engagement pour le FAD-11, le Fonds garantit la durabilité des mécanismes de financement mis en place pour l'entretien des infrastructures qu'elle construit. Dans le secteur routier, le Fonds a joué un rôle de rassembleur en dialoguant avec les pays et les partenaires au développement sur la constitution et le renforcement de Fonds routiers de seconde génération servant à financer des programmes durables d'entretien routier. À ce jour, environ 30 pays d'Afrique subsaharienne disposent de fonds pour l'entretien de leur réseau routier. C'est ainsi que des progrès énormes ont été accomplis en matière de financement, de gestion et d'entretien des routes. La Banque promeut également le renforcement du statut financier des services publics d'électricité au moyen de réformes tarifaires, de l'amélioration de leur fonctionnement et de leur entretien et du renforcement de leurs capacités.
- 3.9 Au 31 juillet 2009, les taux de décaissement pour l'infrastructure représentaient 22 % de l'ensemble du portefeuille actif du FAD et 2 % des opérations approuvées pendant le FAD-11. Ces taux révèlent la lenteur des décaissements et de la mise en œuvre des projets. La Direction prend des mesures importantes pour améliorer la qualité des projets d'infrastructure en amont et réduire le ratio des projets susceptibles d'être annulés (303 millions d'UC au 30 juin 2009) par rapport à l'ensemble du portefeuille de l'infrastructure (3534 millions d'UC). Ces étapes consistent à : i) réduire les retards lors de la passation des marchés en ayant davantage recours à la passation par entente directe ; ii) avant la négociation d'un prêt/don, régler les questions qui pourraient faire partie des conditions d'octroi du don/prêt ; iii) finaliser les dispositions institutionnelles et vérifier l'exactitude des coûts estimatifs du projet ; et iv) faire en sorte que les partenaires participent davantage à l'élaboration du projet. Au stade de la conception, des exercices de revue de la préparation sont systématiquement menés pour évaluer la conception du projet et la pertinence des dispositions institutionnelles afin d'assurer un démarrage et une mise en œuvre satisfaisantes des nouveaux projets. Par ailleurs, le personnel des bureaux nationaux/régionaux participe de plus en plus à l'élaboration et la supervision des projets. À cet effet, 18 spécialistes de l'infrastructure sont affectés sur le terrain.

Gouvernance

- 3.10 Des interventions visant l'amélioration de la gouvernance se sont multipliées pendant le FAD-11, car les projets liés à la gouvernance représentaient 36 % de l'ensemble des projets à fin juillet 2009 et 22 % des approbations réelles et prévues jusqu'à la fin du cycle. Pour se conformer aux Orientations stratégiques et au Plan d'action de la Banque en matière de gouvernance, le Fonds aide les pays à améliorer la transparence et la responsabilité dans la gestion des biens publics en renforçant son appui à la gouvernance économique et à la gestion des fonds publics. Cette stratégie s'applique à trois niveaux : i) amélioration des principaux systèmes et institutions de gouvernance au niveau national ; ii) intégration et renforcement de la gouvernance au niveau sectoriel ; iii) promotion de l'intégration régionale et harmonisation de la gouvernance. La majorité des prêts se concentre au niveau national et s'accompagne de dialogue sur les politiques et d'activités de conseil et d'analyse. Les deux autres niveaux d'intervention comprennent surtout des opérations plurinationales, des initiatives spéciales et des appuis non financiers.

- 3.11 Au 31 juillet 2009, 33 projets d'amélioration de la gouvernance d'une valeur totale de 865,92 millions avaient été approuvés dans 23 pays FAD⁶ (tableau 2).

Tableau 2 : Résumé des opérations approuvées pour la gouvernance dans le cadre du FAD-11 (fin juillet 2009)
(Millions d'UC)

	Nombre	Montant
<i>Appui budgétaire</i>	24	815,06
part de l'appui budgétaire aux États fragiles	7	92,26
<i>Appui institutionnel</i>	3	18,06
<i>Intégration régionale</i>	3	32,80
Total	30	865,92

- 3.12 Au niveau national, une bonne part de l'appui du Fonds aux activités relatives à la gouvernance se présente sous forme de prêts et dons à l'appui de réformes pour améliorer la gestion des fonds publics. Ce type de prêt est conforme aux attentes des PMR⁷ et aux engagements pris par la Banque lors de l'adoption de la Déclaration de Paris relative à l'efficacité de l'aide : harmonisation, alignement et approches par programmes. Ces engagements ont été par la suite renforcés par le Programme d'action d'Accra. Le Fonds a également joué un rôle majeur en donnant une impulsion aux initiatives d'amélioration de la gestion des finances publiques dans des États fragiles tels que le Togo et le Libéria (encadré 2).

⁶ Ces opérations ont été approuvées pour le Burundi, les Comores, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la RDC, la République centrafricaine, le Sierra Leone et le Togo ; des projets d'appui institutionnel ont été approuvés pour les Comores et la Guinée Bissau.

⁷ Par exemple, l'évaluation conjointe de l'appui budgétaire général menée par l'OCDE-CAD en 2006.

Encadré 2 : Libéria : Renforcement de la bonne gouvernance financière dans un État fragile

Au regard de la bonne performance du Libéria en matière de reconstruction nationale et de rétablissement des institutions au lendemain de la guerre civile, le Fonds a montré la voie aux bailleurs de fonds en approuvant son premier projet d'appui budgétaire au Libéria en décembre 2008. Cette opération (à savoir le Programme d'appui à la réforme de la gestion des finances publiques I) a pour objectif ultime de soutenir le programme national de réforme de la gestion des finances publiques et la modernisation de l'administration des recettes. L'opération est financée par un don de 9 millions d'UC de la FEF et un don de 3 millions d'UC de la Réponse de la Banque à la crise alimentaire. En mai 2009, cette opération a bénéficié d'un don supplémentaire de 3,4 millions d'UC accordé par la FEF pour aider les autorités à corriger l'impact budgétaire de la crise économique mondiale.

L'opération d'appui budgétaire fait partie d'une plus grande série d'interventions du Fonds dans le domaine de la gouvernance au Libéria. Elle complète le Projet d'appui institutionnel à la gouvernance, à la gestion économique et à la réduction de la pauvreté (de 3 millions d'UC, approuvé en octobre 2010 au titre du FAD-10), qui, grâce à des formations et une assistance technique, a renforcé les capacités des principales agences en matière de formulation de politiques, de collecte des recettes et d'exécution du budget. En outre, un petit don a été accordé à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives du Libéria pour promouvoir la transparence dans les recettes des industries extractives, en particulier dans le secteur forestier. Le Libéria est ainsi devenu le premier pays africain à arriver au terme de l'exercice de validation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

Les opérations du Fonds ont renforcé la gestion des finances publiques et amélioré la politique fiscale du pays en développant les capacités de la cellule macrobudgétaire du ministère des Finances. L'unité macrobudgétaire remplit désormais des fonctions de plus en plus importantes et a associé le budget actuel au nouveau cadre fiscal à moyen terme qui favorise une meilleure planification des recettes et d'autres mesures fiscales. Par ailleurs, le don d'appui budgétaire a permis de générer des recettes nationales en rendant opérationnel un poste douanier à guichet unique. Il a aussi contribué au renforcement des fonctions de passation des marchés publics et d'audit du gouvernement. Le Code de passation des marchés et des concessions publics de 2005, harmonisé avec le droit d'exploitation pétrolière et minière, est actuellement en cours de révision. Le régime de passation des marchés et un manuel (déjà élaboré) complèteront le code tel qu'approuvé par le Parlement. Depuis août 2008, la Commission générale d'audit a réalisé des progrès significatifs dans la manière de mener ses audits. Elle a soumis les résultats de l'audit de cinq ministères clés au Parlement avant juin 2009, comme cela est exigé pour atteindre le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ). Des ministères importants mènent également des audits de plus en plus fréquents. Enfin, le Fonds encourage une coordination accrue des opérations budgétaires, qui permettra au pays d'effectuer la transition vers un système intégré d'information sur la gestion financière. Grâce à une meilleure codification, le gouvernement pourra adapter son système budgétaire aux normes internationales.

- 3.13 Au niveau sectoriel, le Fonds a renforcé son action en faveur de la bonne gouvernance sectorielle, notamment par des initiatives spéciales, des appuis non financiers et des activités de conseil et d'analyse. Il a privilégié la mise en place d'un cadre propice et la réduction des risques de corruption dans des secteurs clés comme l'infrastructure et la gestion des ressources naturelles, y compris en soutenant la candidature du Libéria, de Madagascar et de la République centrafricaine à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.
- 3.14 Au niveau régional, le Fonds a davantage encouragé l'adoption des normes et principes de bonne gouvernance en proposant un programme régional de bonne gouvernance financière et de développement des capacités statistiques et en renforçant les institutions et réseaux panafricains. Il a particulièrement prêté son appui aux entités suivantes : l'Union économique et monétaire ouest africaine, pour l'intégration des systèmes de paiement en Afrique de l'Ouest ; trois opérations régionales de développement des capacités statistiques (voir le paragraphe 4.8) ; l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle, pour encourager l'efficacité, la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques grâce à l'adoption de meilleures normes d'audit du gouvernement ; le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs ; et la Facilité du climat des investissements, pour promouvoir un cadre propice au développement du secteur privé.

- 3.15 Des mesures spécifiques et importantes ont été prises pour améliorer la qualité des opérations de promotion de la gouvernance dès le départ, et ainsi optimiser les résultats du FAD-11. L'une d'elle est l'adoption par le Fonds d'indicateurs spécifiques pour mesurer les progrès du portefeuille de gouvernance et faciliter la présentation de rapports sur les résultats. Même s'il est trop tôt pour rendre fidèlement compte des résultats des opérations du FAD-11 dans le domaine de la gouvernance, il convient de souligner que l'option de décaissement rapide pour les projets de gouvernance a permis de voir les premiers succès de ces opérations. Ces résultats sont présentés à l'annexe II.

Opérations régionales

- 3.16 Conscients de l'importance de la coopération régionale et de l'intégration économique et en réponse à la forte demande d'opérations régionales, les plénipotentiaires du FAD ont, au fil du temps, accru les ressources de la reconstitution du FAD affectées aux opérations régionales, outre les ressources allouées sur la base de la performance. De 5 % à la huitième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-8), l'enveloppe des opérations régionales est passée à 10 % pendant la neuvième reconstitution générale (FAD-9), puis à 15 % pendant le FAD-10 et à 17,5 % pendant le FAD-11. Les plénipotentiaires ont également été à l'origine des orientations stratégiques des opérations régionales du FAD. En mars 2008, le Conseil a approuvé le Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales de la Banque⁸ qui privilégie l'infrastructure, les biens publics régionaux et le développement des capacités institutionnelles. La Banque a récemment adopté une Stratégie en matière d'intégration régionale qui met l'accent sur deux piliers majeurs : l'infrastructure et le renforcement des capacités⁹.
- 3.17 Actuellement, les **engagements en faveur des opérations régionales** dans le cadre du FAD-11 se situent à 943 millions d'UC pour 16 opérations, principalement dans le domaine de l'infrastructure (tableau 3). Les autres opérations relèvent des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, du développement social et de la gouvernance. L'annexe III présente la liste des opérations régionales et des biens publics régionaux.

Tableau 3 : Résumé des opérations régionales approuvées pendant le FAD-11
(Millions d'UC)

	Nombre	OR Enveloppe*	ABP Enveloppe*	Total*
Agriculture & Dévt rural	2	68,98	-	68,98
Gouvernance/ABP	3	36,54	-	36,54
Dévt rural	3	45,62	-	45,62
Infrastructure	8	505,61	286,29	791,90
Total général	16	656,74	286,29	943,03

* Surcharge de dons incl.

- 3.18 Dans le secteur des transports, les opérations portent essentiellement sur le développement et la remise en état des corridors de transport régionaux (1790 km de routes bitumées) pour améliorer l'intégration régionale et promouvoir le commerce en réduisant les temps de trajet et de traversée des frontières, et partant, les coûts de transport (encadré 3).

⁸ Banque africaine de développement, janvier 2008, Cadre stratégique et opérationnel des opérations régionales, document 30717631-FR-STR-OP-REG-ADB-BD-WP-2008-31-F.PDF

⁹ Banque africaine de développement, février 2009, Stratégie 2009-2012 du Groupe de la Banque en matière d'intégration régionale, document ADB/BD/WP/2009/24 ADF/BD/WP/2009/22.

Encadré 3 : Opération régionale dans le secteur des transports : Le corridor routier Mombasa - Nairobi - Addis-Abeba, Phase II

La Phase II du projet de corridor routier Mombasa - Nairobi - Addis-Abeba, approuvée par le Conseil d'administration du FAD en juillet 2009 pour 210 millions d'UC sur un coût total de 328,76 millions d'UC, porte sur la construction d'un important tronçon de l'Autoroute transafricaine 4 reliant Le Caire et Le Cap¹⁰ et fournit l'un des meilleurs exemples du rôle du FAD en matière d'intégration régionale, de développement des infrastructures et de développement des capacités d'échanges commerciaux. Le projet vise à promouvoir le commerce et l'intégration régionale entre l'Éthiopie et le Kenya en améliorant les moyens de transport entre ces deux pays. Il prévoit la construction, selon les normes de bitumage, de tronçons routiers longs de 438 km, dont 245 km pour le tronçon fleuve Merille - Marsabit - Turbi au Kenya et 193 km pour le tronçon Ageremariam - Yabelo - Mega en Éthiopie. Ce projet est financé conjointement par le Groupe de la Banque (64 %), l'Union européenne (23 %) et les gouvernements de l'Éthiopie et du Kenya (13 %). Il convient de noter que les pays concernés ont décidé de supporter 50 % des coûts de financement du projet avec leurs allocations basées sur la performance, dans le cadre du partage des coûts, contre les 33 % normalement requis par le cadre des opérations régionales. Cela démontre leur engagement pour la réussite du projet. Les résultats attendus incluent une réduction des coûts de transport des personnes et des marchandises entre le Kenya et l'Éthiopie ; une réduction du temps de transit des produits importés et exportés ; et une augmentation du volume de produits éthiopiens transitant par le port de Mombasa. La réalisation du corridor élargira la taille des marchés au delà des frontières nationales et créera un cadre plus favorable au développement du secteur privé et des investissements étrangers directs. Outre le développement des échanges commerciaux et le renforcement de l'intégration régionale, le projet contribuera à la réduction de la pauvreté dans les deux pays en élargissant l'accès aux marchés et aux services sociaux pour les habitants et les communautés des régions avoisinantes et en autonomisant les femmes et d'autres groupes défavorisés, grâce à la mise en place d'infrastructures et de services appropriés le long de la route.

- 3.19 Dans le secteur de l'énergie, les projets ont pour but de permettre aux pays participants de se doter et d'exploiter des réseaux électriques régionaux plus performants, d'intensifier les échanges transfrontaliers d'énergie électrique et de mettre à profit l'effet de synergie produit par des systèmes d'alimentation complémentaires. Les opérations régionales d'alimentation en électricité approuvées dans le cadre du FAD-11 comprennent une étude sur l'interconnexion régionale et la production d'énergie hydraulique (9,51 millions d'UC) et deux projets régionaux d'interconnexion de réseaux électriques (20,92 millions d'UC et 99,77 millions d'UC, respectivement).
- 3.20 **Biens publics régionaux** Huit opérations régionales classées dans la catégorie de biens publics régionaux ont déjà été approuvées au titre du FAD-11 dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'éducation et de la gouvernance (Graphique 6). Il s'agit du projet de protection et de développement des ressources naturelles du bassin du Lac Tchad (30 millions d'UC, encadré 4), du projet du bassin du Congo (36 millions d'UC), du système de paiement de l'Afrique de l'Ouest, (14 millions d'UC), du projet de prévention et d'éradication de l'onchocercose (16 millions d'UC), du programme multi-pays d'appui à la démobilisation et à la réinsertion (14 millions d'UC) et de projets de renforcement des capacités de trois institutions régionales.

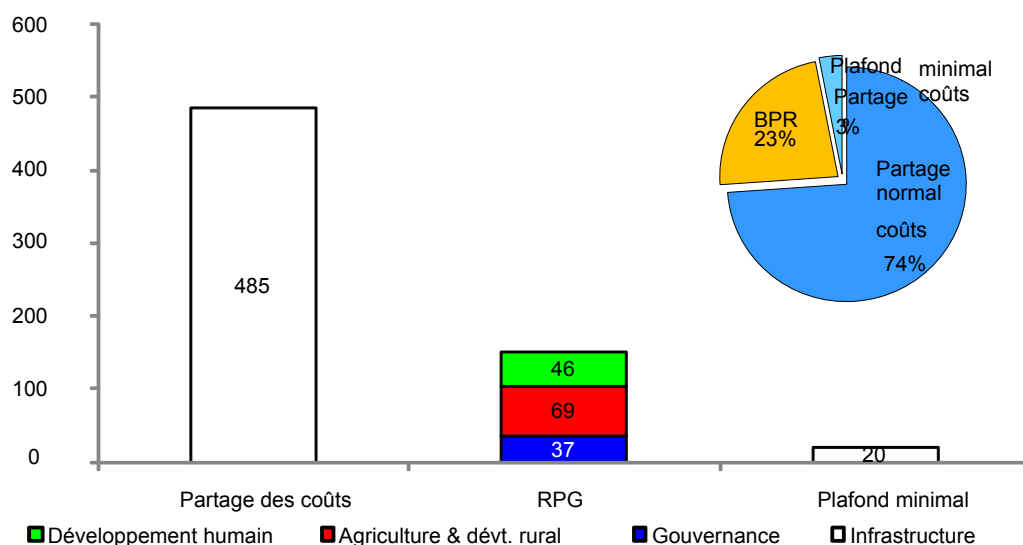
¹⁰ Sur le corridor routier Le Cap - Le Caire (route transafricaine n° 4), le Fonds finance également le projet routier Nairobi - Thika, le projet routier plurinational Arusha - Namanga - fleuve Athi reliant la Tanzanie et le Kenya, et le projet routier Singida - Babati - Minjingu en Tanzanie. Par ailleurs, elle évalue actuellement un projet d'appui au secteur routier en vue de l'aménagement de la route Iringa - Dodoma en Tanzanie.

Encadré 4 : Exemple de bien public régional : le programme de développement durable du bassin du Lac Tchad

Le **programme de développement durable du bassin du Lac Tchad (PRODEBALT)** a été conçu pour remédier à la baisse du débit et de la qualité de l'eau, à la perte de la biodiversité, à l'érosion hydrique et à l'envasement qui affectent actuellement le lac Tchad et son bassin tout entier. Le FAD financera 50 % (soit 30 millions d'UC) des coûts du PRODEBALT pour la fixation des dunes sableuses, l'augmentation du débit entrant du lac, la protection et le reboisement de plus de 50 000 hectares de terre et de berges, ainsi que d'autres d'activités. Puisque le lac Tchad est un bien commun aux cinq États membres qui constituent la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) — le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine et le Tchad — ces États bénéficieront tous des actions prévues dans le cadre du programme, lequel remplira ainsi les critères d'intérêt public, d'appropriation, de participation de plusieurs pays, de non rivalité (le fait qu'un pays en tire profit n'empêche pas un autre d'en faire de même) et de non exclusion (aucun pays ne peut être privé des avantages du programme). Par ailleurs, en raison de son alignement stratégique avec les domaines prioritaires des stratégies nationales de réduction de la pauvreté des États membres et avec le Plan d'action stratégique de la CBLT, le PRODEBALT satisfait au critère d'alignement stratégique. La Banque a aussi financé l'élaboration et la diffusion de la charte de l'eau et actualisé le Plan d'action stratégique de la CBLT, créant ainsi un cadre commun pour la coordination des interventions. En jouant un rôle de catalyseur et en facilitant l'harmonisation entre les parties prenantes, le Fonds et les autres bailleurs qui participent au programme écartent le risque de voir des bénéficiaires s'accaparer des avantages de l'initiative.

- 3.21 **En vertu des modalités de financement** prévues dans le cadre stratégique et opérationnel des opérations régionales, deux tiers des coûts d'un projet sont généralement supportés par l'enveloppe régionale du FAD et un tiers par les allocations perçues par les PMR concernés (cette exigence que le pays verse une part de l'allocation basée sur la performance est connue sous le nom de « partage des coûts »). Pour tenir compte des contraintes spécifiques aux petit pays, un plafond de 10 % de l'allocation versée au pays sur la base de sa performance est appliqué lors du partage des coûts, pour les pays percevant une allocation inférieure ou égale à 20 millions d'UC. Une exemption du partage des coûts peut être accordée de façon exceptionnelle et au cas par cas pour les biens publics régionaux. En novembre 2008, la Direction a établi un cadre définissant les critères de classement des biens publics régionaux par ordre de priorité et les critères d'exemption du partage des coûts. Ce cadre de filtrage à trois étapes qui classe les biens publics régionaux proposés par ordre de priorité se fonde d'abord sur les critères suivants : le principe de non exclusion, la non rivalité, l'intérêt et l'appropriation publics, la dimension régionale, l'alignement stratégique, un rôle en amont et l'apport supplémentaire de la coopération. Les biens publics régionaux proposés ont donc été classés à partir des effets induits sur le développement. À l'issue de ce classement, le Comité des opérations (OpsCom) a accordé des exemptions de partage des coûts représentant 24 % de la réserve de ressources pour les opérations régionales.
- 3.22 Au 31 juillet, 657 (soit 70 %) des 943 millions d'UC approuvés pour financer des opérations régionales étaient supportés par l'enveloppe des opérations régionales et 286 millions (soit 30 %) étaient financés par les ressources allouées sur la base de la performance. 74 % des ressources de l'enveloppe des opérations régionale ont servi à financer des projets dont les coûts étaient partagés par les pays participants, tandis que 26 % de ces ressources ont servi pour des projets exemptés du partage des coûts, soit parce qu'il s'agissait de biens publics régionaux exempts dudit partage (23 %), soit, mais à des pays bénéficiant du plafond d'allocation faible (3 %) (Graphique 7).

Graphique 7 : Application du cadre stratégique et opérationnel des opérations régionales à ce jour
(En millions d'UC)



- 3.23 Les opérations régionales présentes dans la réserve active de projets devraient utiliser 94 % de l'enveloppe disponible d'ici à la fin de l'année et l'épuiser totalement d'ici à la fin du premier trimestre de 2010 (voir annexe III pour les opérations régionales et les biens publics régionaux prévus). Ce taux d'utilisation reflète la bonne préparation des opérations prévues depuis le FAD-10, les énormes besoins financiers non satisfaits pour la mise en œuvre des opérations régionales et la baisse des accords de cofinancements, en raison du manque de liquidités causé par la crise financière actuelle.
- 3.24 Les leçons apprises des précédentes opérations ont été intégrées dans la conception des projets en cours en vue d'en accroître la qualité en amont et la performance. Les projets sont conçus avec l'appui soutenu des bailleurs de fonds et chaque fois que cela est nécessaire (le cas du programme du bassin du lac Tchad décrit plus haut), l'élaboration du projet est entièrement coordonnée grâce aux contributions des bailleurs de fonds. Le programme de prêts obéit à un processus qui classe les projets d'actualité selon deux critères fondamentaux : contribution efficace au développement et alignement stratégique avec les priorités de la BAD, du continent et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Ce programme est approuvé par les hauts responsables du Comité des opérations.
- 3.25 En plus des actions susmentionnées, la Banque a créé un département dédié à l'intégration régionale afin de se placer à l'avant-garde du programme d'intégration régionale du continent. Grâce à un important réseau de partenaires parmi les principales organisations et institutions multilatérales d'Afrique, ce département a développé une approche visant à améliorer la performance de l'ensemble des opérations régionales. Il est également responsable du secrétariat du Consortium pour les infrastructures en Afrique¹¹ qui sert de plateforme pour la mise en commun des actions visant à accélérer le développement des infrastructures en Afrique. En tant que gestionnaire du Fonds spécial du NEPAD pour la préparation de projets d'infrastructure, le département participe également à l'élaboration de projets d'infrastructure régionaux de qualité supérieure, viables, et dignes d'intérêt pour les investisseurs. A fin juillet 2009, le Fonds pour la préparation de projets d'infrastructure avait soutenu 29 projets avec un engagement total de 11,7 millions d'UC. Enfin, le département contribue à diverses études conjointes avec la Commission de l'Union africaine, le secrétariat du NEPAD et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en particulier son programme

¹¹ Les membres du Consortium pour l'infrastructure en Afrique les institutions bilatérales de financement du développement du G8, le Groupe de la Banque mondiale, le Groupe de la Banque africaine de développement, la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Commission de la Banque de développement d'Afrique australe.

pour le développement de l'infrastructure en Afrique. Celui-ci a été lancé en février 2008 et vise à créer un cadre harmonieux et stratégique qui servira de plateforme commune pour la définition, la mise en œuvre et le suivi du développement de l'infrastructure au niveau régional et continental. Le Programme pour le développement de l'infrastructure en Afrique devrait s'achever d'ici à la fin de l'année 2010.

États fragiles

- 3.26 Le FAD a considérablement accru son soutien à des pays sortant de crise ou en phase de transition conformément à la Stratégie d'engagement accru de la Banque dans les États fragiles et aux directives opérationnelles de la FEF, approuvées respectivement en mars et juillet 2008¹². La stratégie et les directives opérationnelles se fondent sur des éléments et des principes opérationnels convenus avec les plénipotentiaires pendant les négociations relatives au FAD-11 (tableau 4).

Tableau 4 : Facilité en faveur des États Fragiles

Pilier/ Éléments de stratégie	Guichet	Domaines stratégiques prioritaires d'intervention	Pays admissibles
I	-Guichet d'assistance supplémentaire qui peut fournir des ressources aux pays bénéficiaires bien au delà de leurs ABP. Les ressources supplémentaires correspondent à la moyenne des deux allocations les plus élevées du FAD-10, moins l'allocation minimale de 5 millions d'UC, le tout multiplié par un facteur d'appoint de 2,17. Leur plancher est fixé à 10 millions d'UC et leur plafond à 60 millions d'UC.	Gouvernance/renforcement des capacités et réhabilitation/construction d'infrastructures de base	Neuf pays sortant de crise ou en phase de transition peuvent bénéficier des ressources du guichet d'assistance supplémentaire de la FEF au cours du FAD-11 : le Burundi, les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria, la République centrafricaine, la RDC, la Sierra Leone et le Togo.
II	Guichet d'apurement des arriérés	Apurement des arriérés	Seuls la Côte d'Ivoire et le Togo en ont bénéficié dans le cadre du FAD-11.
III	Guichet d'appui ciblé fournissant un ensemble limité de dons supplémentaires à tous les États fragiles.	Détachements en vue du renforcement des capacités, petits dons aux clients non souverains pour la prestation de services, développement des connaissances et dialogue.	Ensemble des 17 États fragiles.

- 3.27 La **Facilité en faveur des États fragiles** a été établie en juillet 2008 en tant qu'entité à but spécial et autonome du point de vue opérationnel au sein du Groupe de la Banque, après l'approbation des Directives opérationnelles de la Facilité en faveur des États fragiles par le Conseil d'administration. Elle a pour objectif de créer un cadre plus large et mieux intégré permettant à la Banque de mieux venir en aide aux États fragiles admissibles, en particulier ceux qui sortent d'un conflit ou d'une crise, de consolider la paix dans ces États, de stabiliser leurs économies et de jeter les bases d'une réduction durable de la pauvreté et d'une croissance économique à long terme.

¹² Fonds africain de développement, janvier 2008 : Stratégie d'engagement accru dans les États fragiles, document ADF/BD/WP/2008/10. Banque africaine de développement, juillet 2008, *Directives opérationnelles 2008-2012 de la Facilité en faveur des États fragiles*, document ADB/BD/WP/2008/103 ADF/BD/WP/2008/60.

- 3.28 En 2008 et 2009, la Direction a jugé que 17 des PMR étaient des États fragiles ou affectés par des conflits sur la base des critères d'admissibilité à un ou plusieurs des guichets de la FEF. Il s'agit du Burundi, des Comores, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, de l'Érythrée, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Libéria, de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo et du Zimbabwe.
- 3.29 Au titre du FAD-11, la FEF a été dotée de 7,5 % des ressources du FAD, net des déductions des provisions pour imprévus, soit un montant total de 408,43 millions d'UC. Les ressources du Pilier II de la FEF ont été majorées des reports de la Facilité en faveur des pays sortant d'un conflit (FEPC), évalués à 179,36 millions d'UC. Par ailleurs, compte tenu de la forte demande de ressources de la FEF, le Conseil d'administration a approuvé l'allocation de 60 millions du revenu net de la BAD en 2008 pour supporter les activités du Pilier III de la FEF (tableau 5).

Tableau 5 : Ressources de la Facilité en faveur des États fragiles par Pilier

Source Guichet	FAD-11 Allocation	Report de la FEPC		Gains issus des ressources de la PCCF	Allocation du revenu net de la BAD en 2008	Montant total des ressources
		FAD	BAD			
<i>I. Supplément</i>	253,94					253,94
<i>II. Apurement des arriérés</i>	129,10	102,94	62,70	13,72		308,46
<i>III. Appui ciblé</i>	25,39				60,00	85,39
Montant total des ressources	408,43	102,94	62,70	13,72	60,00	647,80

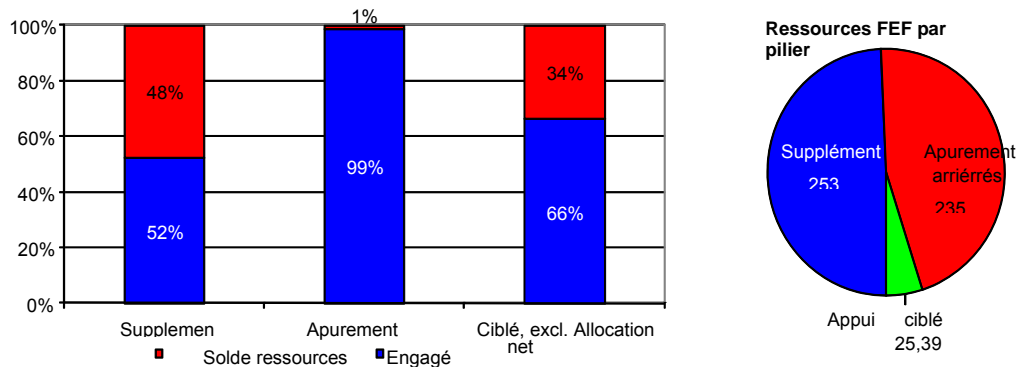
Note : PCCF = Facilité en faveur des pays sortant d'un conflit

- 3.30 **Engagements de la FEF dans le contexte du Pilier I** Au 31 juillet 2009, huit des neuf pays potentiellement admissibles (le Burundi, les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et le Togo) avaient été évalués¹³ et il a été jugé qu'ils satisfont aux deux étapes des critères à remplir pour bénéficier des financements du Pilier I. En conséquence, plus de 133 millions d'UC (soit environ 50 %) des ressources du Pilier I ont été engagés pour ces pays (Graphique 8). Les ressources du Pilier I de la FEF sont octroyées en complément des ressources allouées aux pays sur la base de leur performance, pour soutenir des opérations d'une importance capitale. Comme le requièrent les priorités stratégiques du FAD-11, ces ressources ont été approuvées au départ pour financer des réformes de la gouvernance (notamment dans le domaine de la gestion des finances publiques) et des projets d'infrastructure. Dans l'ensemble, ces réformes visent à développer des systèmes nationaux fiables de gestion des finances publiques et à accroître la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des fonds publics. Pour accroître davantage l'harmonisation et gérer les risques, le Fonds collabore avec la Banque mondiale, l'Union européenne et le Fonds monétaire international sur une approche commune d'appui budgétaire aux États fragiles. Dans deux des pays (la Guinée-Bissau et le Libéria), les fonds de la FEF ont été accordés pour financer des programmes agricoles et des programmes d'infrastructure de santé indispensables à la relance économique. L'annexe IV présente les catégories d'opérations financées dans le cadre du Pilier I de la FEF. Une partie des ressources engagées pour le compte du Pilier I, à savoir 62,89 millions d'UC, avait été décaissée au 31 juillet 2009, soit un taux de décaissement de 47 %. Le Fonds n'aurait pas pu financer ces opérations d'une importance capitale pour la réforme économique sans les ressources supplémentaires de la FEF.

¹³ Ces évaluations sont présentées dans les Documents de stratégie-pays (DSP) ou les documents de Stratégie d'assistance conjointe (généralement élaborés en collaboration avec la Banque mondiale), les Rapports d'évaluation à mi-parcours des DSP approuvés par le Conseil d'administration, ou dans des Notes d'informations ou des Fiches-pays spécifiques.

Graphique 8 : Utilisation des ressources de la FEF et montant total de ressources par Pilier

Ressources à droite exprimées en millions d'UC



- 3.31 Pendant la période du FAD-11, le Togo et la Côte d'Ivoire étaient les seuls pays éligibles à l'annulation des arriérés au titre du **Pilier II**. En collaboration étroite avec les autres bailleurs, y compris les Institutions de Bretton Woods, la Facilité en faveur des Etats fragiles (FEF) a apporté un appui déterminant pour l'apurement des arriérés de ces deux pays d'un montant total de 255,54 millions d'UC, dont 232,60 millions provenaient des ressources du FAD, soit 99 % des ressources du pilier II du FAD d'un montant total de 235,84 millions d'UC (Graphique 7). Grâce à cet appui, les deux pays ont pu normaliser leurs relations avec le Groupe de la Banque et les Institutions de Bretton Woods, d'une part, et, d'autre part, accéder aux ressources supplémentaires à l'appui de leurs programmes de relance socioéconomique. Le programme d'apurement des arriérés a également facilité l'éligibilité de ces deux pays à l'allégement de la dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM). Le Togo et la Côte d'Ivoire ont atteint le point de décision au titre de l'initiative PPTE peu après l'effacement de leurs arriérés.
- 3.32 A la demande des Plénipotentiaires, le Pilier III a été conçu pour mettre à la disposition des pays dont les systèmes administratif et de gestion des finances publiques sont très faibles, des ressources limitées pour l'assistance technique (notamment à travers les détachements), le renforcement des capacités, la prestation de service par des acteurs non souverains, ainsi que le renforcement des connaissances et des compétences en matière de gestion des questions liées à la fragilité et aux conflits. Jusqu'ici, cette assistance technique a permis aux pays d'élaborer leurs programmes de développement post-crise ou de transition, en même temps qu'elle a favorisé la formation des hauts fonctionnaires, notamment ceux qui participent à la gestion macroéconomique et financière. L'assistance technique permet également à la Banque de financer, en partenariat avec le pays et les autres bailleurs, les activités économiques et sectorielles importantes dans les pays fragiles ou touchés par les conflits, y compris l'évaluation des besoins. A la fin juillet 2009, 14 Etats fragiles ont bénéficié de l'assistance technique et du renforcement des capacités pour un montant total de 16,80 millions d'UC, soit 66% des ressources mises à disposition pendant la reconstitution des ressources du FAD (18 % du Pilier III après le transfert de 60 millions d'UC du bénéfice net de 2008) (Graphique 7). Des opérations supplémentaires, d'un montant de 10,8 millions d'UC, étaient en cours de préparation (voir annexe V). En mai 2009, les Conseils des Gouverneurs ont approuvé l'allocation de 60 millions d'UC supplémentaires prélevés du bénéfice net de la Banque en 2008, au titre de l'engagement rapide des ressources du Pilier III (d'un montant initial de 25,39 millions d'UC).
- 3.33 Outre la coordination des activités de la Banque à l'appui des Etats fragiles, l'Unité des Etats fragiles a également consolidé les partenariats avec les organisations régionales et non régionales, aussi bien au Siège qu'au niveau des pays. Il s'agit, entre autres organisations, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Bureau du programme des Nations Unies pour le développement, en charge de la prévention des crises et de la relance et de la Commission européenne. Au nombre de ces organisations figure également le Comité d'aide au développement de

l'Organisation de coopération et de développement économiques, dont le réseau international sur la fragilité et les conflits regroupe les pays partenaires et les bailleurs afin d'examiner les principaux goulots d'étranglement, ainsi que les bons principes et pratiques des activités à l'appui de la consolidation de la paix et de l'Etat, et de susciter le consensus autour des objectifs fondamentaux susceptibles d'orienter les partenaires nationaux et internationaux qui s'engagent dans ces domaines. A travers l'Unité des Etats fragiles, la Banque a également joué un rôle déterminant dans le cadre de la préparation de la Table ronde 7 du Forum de haut niveau d'Accra 2008 sur les situations de fragilité et de conflit ; elle offre par ailleurs son aide dans le cadre du suivi des accords convenus dans le programme d'action d'Accra. La Banque établit également des partenariats avec les institutions régionales en Afrique, notamment l'Union africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

- 3.34 Toutes les opérations financées par la FEF se servent du cadre logique de suivi des résultats pour suivre l'évolution de l'exécution des opérations et des résultats de développement y afférents. Les données et les informations obtenues des cadres logiques des différentes opérations sont regroupées et utilisées pour évaluer les résultats de chacun des guichets de la FEF. Ces résultats seront plus tard intégrés dans le Cadre de mesure des résultats du FAD-11. Toutefois, en juin 2009, la plupart des opérations financées par la FEF étaient nouvelles ; elles étaient donc en cours d'exécution depuis une période de temps relativement courte. Cependant, les objectifs du Pilier II visant à rétablir la stabilité macroéconomique et financière ont déjà été atteints au Togo et en Côte d'Ivoire, dans une certaine mesure.

4. Thèmes transversaux

- 4.1 Les synergies entre le Fonds et certaines activités du Groupe de la Banque ont été renforcées, plus particulièrement dans le secteur privé, comme en témoigne la forte augmentation des approbations de la Banque en faveur du secteur privé dans les pays FAD. Elles se sont également considérablement renforcées dans les domaines des connaissances et de l'expression, la Banque ayant accru son rôle de porte-parole des pays FAD pendant la crise financière en cours. L'expertise de la Banque dans les secteurs agricole et social s'est révélée d'une très grande valeur pour réagir promptement aux crises alimentaire et financière.

Synergies entre le Fonds et le secteur privé de la Banque

- 4.2 Il existe plusieurs synergies entre les activités du FAD et le secteur privé dont la plus importante est le rôle des priorités opérationnelles stratégiques du FAD dans le développement du secteur privé. Grâce à l'investissement dans l'infrastructure et l'intégration régionale, à l'appui à la gouvernance des secteurs macroéconomique, réglementaire et financier des pays du FAD, au renforcement des cadres de lutte contre la corruption et à une transparence accrue, le Fonds finance les piliers clés du climat d'investissement des pays du FAD (encadré 5). Des opérations conjointes BAD-FAD sont en cours dans les secteurs infrastructurels dont l'énergie, les transports, les télécommunications et l'eau. De même, des partenariats public-privé sont créés dans le secteur agricole et reliés aux opérations du secteur financier afin de promouvoir les petites et moyennes entreprises. En outre, le secteur privé compte sur des facilités telles que le Fonds d'assistance au secteur privé africain, pour affecter des fonds aux travaux préparatoires fondamentaux à l'instar de l'initiative de développement des projets hydroélectriques de l'Organisation pour le développement du Bassin du fleuve Gambie. Dans le souci d'accroître davantage les investissements infrastructurels du secteur privé, le Fonds travaille sur un projet de garantie au titre du FAD, d'une importance capitale. Par ailleurs, le Fonds examine plusieurs politiques opérationnelles, y compris celles relatives aux projets enclaves et aux emprunts non concessionnels, afin de favoriser un soutien accru aux pays du FAD. Enfin, les pays forts de la BAD servent de plaques tournantes régionales et ont un impact positif aussi bien direct que par effets induits sur les économies des pays voisins du FAD. Cet impact est particulièrement marqué pour les pays du FAD dont les volumes d'échanges avec leurs voisins sont importants et dont l'accès à la mer se fait principalement à travers les pays voisins.

Encadré 5 : Récente approbation du partenariat secteur public-secteur privé: le projet de route à péage Dakar – Diamniadio

Ce projet approuvé par le Conseil d'administration du FAD le 15 juillet 2009 est la première route à péage qui sera construite dans le cadre d'un partenariat public-privé au Sénégal. Le Gouvernement sénégalais a retenu l'option secteur public – secteur privé comme mesure incitative visant à susciter l'intérêt du secteur privé au cofinancement, à la construction et à l'exploitation de la route. De plus, ce projet de partenariat entre les secteurs public et privé était une manière ingénieuse de compléter les ressources et les budgets publics limités par des investissements privés. L'autoroute reliant Dakar à Diamniadio est longue de 30 km, dont 20 km seront exploités dans le cadre d'une concession de 30 ans. Il convient de relever que cette autoroute est un tronçon de la route ouest africaine Dakar-Bamako-Ouagadougou-Niamey et un important lien infrastructurel pour l'intégration de Dakar et de son port au sein de la région. Certes, cette route est d'une longueur limitée, mais elle représente une artère vitale pour la décongestion et le développement économique de la région de Dakar où environ 25 % de la population nationale génèrent 60 % du produit intérieur brut du pays, sur une superficie égale à 0,3 % du territoire national. L'autoroute est une composante majeure du grand Projet de mobilité urbaine initié pour la ville de Dakar depuis des années. En même temps que la construction de l'autoroute, un espace de 165 ha doté d'habitations, de services publics et d'installations sociales, culturelles et commerciales, sera aménagé pour accueillir jusqu'à 30 000 personnes recasées. Les zones urbaines le long de l'autoroute seront complètement réaménagées afin de fournir des conditions de vie modernes, sûres et décentes aux habitants qui jusque-là occupaient la zone de manière informelle. Une autre composante du projet est liée à la fermeture d'une décharge sauvage où des ordures urbaines se sont accumulées au cours des 40 dernières années. Cette décharge sera remplacée par une autre installation qui utilise les techniques modernes de dépôt et de contrôle des ordures urbaines. Ces projets parallèles seront financés par la Banque mondiale, l'Agence française de développement et le Gouvernement du Sénégal et ils incluent la gestion globale de l'exécution du projet.

En vertu du partenariat secteur public – secteur privé, l'opérateur privé assumera 42 % du coût total de l'autoroute (soit 181 millions d'UC, hormis les frais d'expropriation qui seront entièrement pris en charge par le gouvernement). Le reliquat sera financé par le Gouvernement du Sénégal, l'Agence française de développement et le FAD. La contribution du FAD s'élèvera à 45 millions d'UC. Les résultats attendus du projet sont multiples. Premièrement, l'appropriation partielle du projet par un opérateur privé assurera la durabilité de l'infrastructure à long terme. Deuxièmement, l'amélioration de l'indice de mobilité dans la région de Dakar renforcera l'efficacité et la productivité des activités et favorisera la réduction de la pauvreté par des conditions de vie meilleures de plusieurs milliers d'habitants. Troisièmement, La construction du projet offrira de nombreux emplois et possibilités d'affaires à la population et aux petites et moyennes entreprises locales. Quatrièmement, la fluidité accrue du trafic réduira la pollution atmosphérique et ses effets néfastes sur la santé. Cinquièmement, la réduction du financement public libèrera les ressources publiques pour d'autres secteurs. Sixièmement, le projet servira de modèle aux autres projets infrastructurels d'envergure dans la région qui nécessitent également la participation du secteur privé.

Le projet ayant plusieurs composantes, les bailleurs multilatéraux devaient collaborer étroitement afin d'exploiter les éventuelles synergies. L'aide accordée par le FAD au gouvernement dans le cadre du financement public de l'initiative a permis de déclencher l'ensemble du projet même si d'autres bailleurs souhaitaient se concentrer sur les composantes liées à l'aménagement urbain. Dès le lancement du projet en 2004, les deux guichets de la Banque ont suivi son évolution avec beaucoup d'intérêt. En fin de compte, le Département des opérations du secteur privé aura la possibilité de participer au financement du montage de la créance prioritaire du concessionnaire, concrétisant ainsi de précieuses synergies au sein même de la Banque.

- 4.3 Les activités de développement du secteur privé de la Banque dans les pays du FAD sont mises en œuvre dans le cadre des opérations directes qui ciblent certains pays en particulier, ainsi qu'à travers les opérations multinationales et l'appui aux fonds d'actions ordinaires, en accordant une priorité exclusive ou partielle aux pays du FAD. Dans le cadre de l'actualisation de sa Stratégie pour les opérations du secteur privé de la Banque 2008-2010, approuvée en janvier 2008, la Banque a décidé de répartir équitablement ses nouvelles opérations de financement entre les pays à revenu intermédiaire et les pays à faible revenu, à raison de 40 % pour chacun des groupes, les 20 % restants étant alloués aux opérations multinationales.¹⁴ En 2008, l'aide de la Banque aux opérations du secteur privé dans les pays du FAD a dépassé les 40 % ciblés, soit un niveau record de 430 millions d'UC, c'est-à-dire

¹⁴ Dans le passé, la Banque avait tendance à se concentrer sur le gros de ses opérations du secteur privé dans les pays à revenu intermédiaire. Cette répartition reflète un climat des affaires en général plus propice dans les pays à revenu intermédiaire, ainsi que les faibles risques-pays y afférents.

42 % du financement total de la Banque dans le secteur privé des pays du FAD. Lorsque s'ajoutent les opérations multinationales du secteur privé dans les pays du FAD de 2008, la quote-part des opérations du secteur privé ayant profité à ces pays s'élève à 571 millions d'UC, soit environ 55 % du total des opérations du secteur privé. Au premier semestre de 2009, cette quote-part s'est accrue à environ 60 %, dont quelque 233 millions d'UC d'approbations (tableau 6). Ce taux devrait se maintenir ou subir une légère augmentation au cours de l'année.

- 4.4 Le Groupe de la Banque est particulièrement conscient de la nécessité d'assurer l'efficacité du développement de ses interventions dans le secteur privé, en raison notamment de la très forte augmentation du volume de ses approbations, y compris dans les pays du FAD. A cet effet, en septembre 2008, la Banque a créé un nouveau cadre d'évaluation ex-ante de l'additionnalité et des résultats en matière de développement (ADOA), dans le but d'enregistrer et de maximiser l'efficacité attendue de toutes les opérations futures du secteur privé, à travers une revue indépendante des résultats attendus en matière de développement et de l'additionnalité, réalisée par le Complexe de l'Economiste en chef. Grâce à un processus itératif, les évaluations ADOA fournissent des informations à la conception et aident l'équipe du projet à renforcer la qualité en amont, les résultats et l'additionnalité de leurs projets, le cas échéant. Les évaluations ADOA de projets particuliers sont systématiquement débattues par le Comité des opérations et transmises au Conseil assorties du forfait de projet.

Tableau 6 : Opérations de prêt du secteur privé dans les pays du FAD, 2008-2009

	2008	Premier semestre de 2009
Projets nationaux dans les pays du FAD		
Nombre	18	4
Montant (millions d'UC)	433	74
Projets multinationaux avec la quote-part pays du FAD		
Nombre	9	11
Montant de la quote-part pays du FAD (millions d'UC)	138	159
Total des projets concernant les pays du FAD		
Nombre	27	15
Montant (millions d'UC)	571	233
Quote-part du prêt total du secteur privé	55 %	60 %

Activités de gestion et de développement des connaissances.

- 4.5 La Banque a approuvé sa stratégie de développement et de gestion des connaissances en juillet 2008.¹⁵ Cette stratégie vise principalement l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des opérations de la Banque. Elle repose sur les quatre piliers ci-après: i) production des connaissances pour améliorer l'efficacité en matière de développement; ii) gestion des connaissances dans le cadre des partenariats; iii) amélioration de la diffusion et du partage des connaissances ; et iv) renforcement de l'application des connaissances. La stratégie vise également à établir la Banque comme porte-parole prééminent pour les questions de développement urgentes qui touchent le continent.
- 4.6 Le rôle de la Banque en matière de connaissances est devenu particulièrement déterminant au cours des 2 dernières années, lorsque les crises énergétique, alimentaire et financière ont frappé de plein fouet les économies du FAD. La crise financière mondiale a soulevé de nouveaux dilemmes en matière de politique et souligné la nécessité pour les décideurs de partager leurs expériences, de rechercher des solutions constructives et de prendre des mesures concertées. Face à cette situation, la Banque consolide son rôle de défenseur d'intérêts particuliers en renforçant ses capacités analytiques; en intensifiant la collecte permanente d'informations détaillées aux plans national, sectoriel et régional ; en consolidant

¹⁵ Banque Africaine de développement, avril 2008. *La Stratégie de gestion et de développement des connaissances*. ADB/BD/WP/2007/141/Rev.2 et ADF/BD/WP/2007/113/Rev.2

la collaboration et les partenariats avec d'autres banques multilatérales de développement et d'autres parties prenantes au développement, et en formulant des propositions en matière de politique adaptées aux conditions et aux besoins des pays. La Banque s'appuie sur les ressources de l'exercice en cours pour aider les clients à intégrer les leçons et à rechercher les informations leur permettant de traverser la crise et d'adapter leurs stratégies de développement.

- 4.7 En 2008 et 2009, la Banque a également accru considérablement son rôle de porte-parole et d'honnête représentant des pays du FAD sur la scène mondiale. Le 12 novembre 2008, la Banque a organisé à Tunis une réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs des banques centrales, au terme de laquelle a été créé le Comité des dix Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales et régionales africains (C-10). Depuis lors, le C-10 s'est réuni au Cap (janvier 2009), à Dar es-Salaam (mars 2009) et à Abuja (juillet 2009). Les conclusions des réunions du C-10 du Cap et de Dar es-Salaam ont été précieuses pour arrêter la position de l'Afrique au Sommet du G-20 tenu en avril 2009 à Londres, position présentée par la Banque. La réunion du C-10 tenue à Abuja a davantage affiné la position de l'Afrique en vue du Sommet du G-20 à Pittsburg (septembre 2009). Le C-10 a exhorté la Banque à approfondir son travail d'analyse et le suivi d'informations sur la crise financière. A cette fin, un Groupe de suivi de la crise financière a été créé au sein de la Banque, afin de surveiller étroitement l'impact de la crise financière sur les économies africaines. En outre, les bureaux pays et les instituts nationaux de recherche de la région ont été mobilisés pour collecter et analyser de manière méthodique les informations détaillées aux niveaux national, sectoriel et régional.
- 4.8 Au niveau du projet, le Fonds a apporté un soutien technique et financier aux PMR afin de les aider à améliorer leurs systèmes statistiques à l'appui du programme axé sur les résultats. Entre autres, les PMR pourront ainsi surveiller les progrès en matière d'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement. Au cours du FAD-11, le Fonds a autorisé trois opérations régionales à l'appui du développement des capacités statistiques, pour un montant de 29,14 millions d'UC. Le Fonds a appuyé la mise en œuvre du Cadre stratégique régional de référence de développement statistique pour l'Afrique, ainsi que la conception des stratégies nationales de développement statistique efficaces au sein des PMR.
- 4.9 Enfin, pendant la période 2008-2009, le Groupe de la Banque n'a pas cessé de consolider son rôle de principale source de données majeures et d'analyse sur le continent. Sa plateforme de données lancée en décembre 2007 est actuellement complètement opérationnelle et fournit un accès facile en ligne à une grande variété de données de développement sur les PMR. Au nombre des publications phares de cette même période figurent *Les perspectives économiques en Afrique 2008/2009* sur « l'innovation et les TIC en Afrique », produit conjointement par l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ; *Le Rapport sur la compétitivité de l'Afrique 2009*, produit conjointement par le Forum économique mondial et la Banque mondiale ; et *Le Rapport sur le développement de l'Afrique 2009* sur « la résolution des conflits, la paix et la reconstruction en Afrique ». Y figurent également les publications triennales de la Revue africaine du développement¹⁶ et plusieurs articles des *séries de documents de travail*.¹⁷ Dans le cadre de son programme de conférences éminents, la Banque a également continué d'inviter des personnalités renommées à partager leurs connaissances des problèmes de développement contemporain auxquels se heurte l'Afrique.

Genre, Environnement, Changement climatique

- 4.10 Pour permettre à la Banque de tenir ses principaux engagements multisectoriels, le Conseil d'administration a approuvé, en juillet 2008, l'ajustement de la structure institutionnelle de la Banque, en créant l'Unité du genre, du changement climatique et du développement durable. La Banque est ainsi dotée d'une structure spécialisée reliée aux départements des opérations qui fournit la visibilité régionale nécessaire à la valorisation des activités de la Banque dans ces trois domaines.

¹⁶ Pour des informations supplémentaires, consulter le site <http://www.wiley.com/bw/journal.asp?ref=1017-6772>

¹⁷ Disponible sur <http://www.afdb.org/en/documents/publications/working-paper-series/>

- 4.11 S'agissant du changement climatique, la Banque a adopté le Cadre d'investissement dans l'énergie propre et la stratégie de gestion des risques climatiques et d'adaptation, respectivement en mars 2008 et avril 2009¹⁸. Le Cadre d'investissement dans l'énergie propre établit un programme global d'intégration des options d'énergie propre, de valorisation des investissements dans l'accès à l'énergie et dans l'énergie plus propre et d'amélioration du rendement énergétique dans tous les secteurs majeurs de l'économie. L'objectif global de la Stratégie de gestion des risques climatiques et d'adaptation est d'assurer les progrès en matière d'éradication de la pauvreté et de participer à l'amélioration durable de la subsistance des populations, en tenant compte du changement climatique. Conformément à ces stratégies, le Fonds a commencé à appuyer les pays du FAD dans leurs efforts d'intégration des questions relatives à l'atténuation des risques du changement climatique et à l'adaptation, dans leurs plans nationaux de développement. La Banque a participé, pour 8,11 millions d'UC, au capital de Evolution One Fund, premier fonds d'actions privé à se concentrer sur l'accélération et le déploiement de l'énergie propre et des technologies durables à travers l'Afrique australe, afin d'atténuer les effets du changement climatique. Entre 20 et 40 % des investissements du Fonds sont consacrés aux pays du FAD de la Communauté de développement de l'Afrique australe.
- 4.12 En outre, le Groupe de la Banque a renforcé son rôle en aidant les pays du FAD à accéder aux fonds destinés au changement climatique, disponibles aux plans mondial et régional, en mobilisant jusqu'à 10 millions d'UC par le biais du Fonds pour l'environnement mondial, afin de soutenir les activités d'adaptation climatique des nouveaux projets ou des projets en cours dans les pays du FAD ; en jouant un rôle déterminant dans la mise en place et l'administration du Fonds forestier du Bassin du Congo (FFBC) (encadré 6) ; et en soutenant le Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo. Ce programme d'une part, renforcera les capacités des pays de la Commission des forêts d'Afrique centrale, en matière de réduction de la déforestation et d'autre part, permettra à ces pays de gagner des crédits carbone. Le Fonds collabore étroitement avec d'autres organisations multilatérales afin de soutenir diverses initiatives, notamment la mise en œuvre d'un programme pilote sur la résistance climatique du Fonds d'investissement climatique, au Niger, au Mozambique et en Zambie. Ce programme qui bénéficie également de l'appui de la Banque mondiale vise à intégrer la résistance climatique dans la planification du développement. S'agissant du secteur privé, environ 25 agents des investissements formés dans les processus du mécanisme pour un développement propre et les options de mécanismes pour un développement propre, prennent maintenant part à la conception des nouveaux projets dans les pays du FAD (par exemple, le projet hydroélectrique de Buseruka en Ouganda approuvé en avril 2009 et le projet de construction d'une usine d'engrais azoté actuellement en cours de préparation au Nigeria).

¹⁸ Banque africaine de développement. Juillet 2008. *Cadre d'investissement dans l'énergie propre (CIEP)*. Document ADB/BD/WP/2007/148/Rev.2. Banque africaine de développement. Mai 2009. *Stratégie de gestion des risques climatiques et d'adaptation*. Document ADB/BD/WP/2009/71/Rev.1

Encadré 6 : Le Fonds forestier du Bassin du Congo

La forêt humide tropicale du Bassin du Congo abrite une biodiversité d'une importance mondiale et son peuplement ligneux joue un rôle vital dans la régulation du climat et le stockage de carbone au plan régional. Cependant, l'exploitation forestière, l'agriculture itinérante, la croissance démographique et les industries pétrolières et minières exercent une pression toujours plus forte sur les forêts du Bassin du Congo qui disparaissent au rythme de 0,6 % par an. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, la déforestation annuelle totale de la région est estimée à quelque 934 000 hectares.

En février 2008, le Groupe de la Banque, en partenariat avec la Commission des forêts d'Afrique centrale et le Royaume Uni, a organisé une conférence internationale à Tunis sur le financement des mécanismes de gestion durable des forêts du Bassin du Congo. La Conférence de Tunis qui a rassemblé les représentants des partenaires techniques et financiers, des pays d'Afrique centrale et de la société civile, a été déterminante dans la décision relative à la création d'un fonds spécial, à savoir, le Fonds forestier du Bassin du Congo (FFBC).

Le FFBC a été lancé en juin 2008 avec les contributions initiales de la Norvège et du Royaume Uni d'un montant de 200 millions de dollars EU. Le FFBC lutte contre la déforestation en renforçant les capacités des populations et des institutions locales du Bassin du Congo et en aidant les communautés locales à adopter des modes de vie qui permettront de préserver les forêts du Bassin du Congo, par le financement des activités et des projets pertinents qui cadrent notamment avec le plan de convergence de la Commission des forêts d'Afrique centrale. Le FFBC collabore étroitement avec d'autres institutions et entités, à savoir les pays de l'Afrique centrale, le Secrétariat exécutif de la Commission des forêts d'Afrique centrale, le Partenariat des forêts du Bassin du Congo, les bailleurs, la société civile, les ONG et le secteur privé.

Suite au rôle déterminant qu'il a joué dans la création du FFBC, le Groupe de la Banque a été choisi pour abriter la nouvelle entité à son Agence de relocalisation temporaire à Tunis. Certains membres du FFBC travailleront dans les bureaux locaux du Groupe de la Banque au Cameroun et en République démocratique du Congo. Le rôle de catalyseur du Groupe de la Banque dans la création du FFBC témoigne de sa capacité d'organisation dans un environnement institutionnel régional très complexe. Ce rôle illustre également l'adhésion de la Banque à la protection de l'environnement et aux biens collectifs régionaux.

- 4.13 Dans le domaine du genre, un Plan d'action actualisé (UGPOA 2009-2011) a été approuvé en juin 2009, dans la perspective de promouvoir l'émancipation économique durable et équitable des hommes et des femmes. Le Plan appuie trois domaines d'intervention: i) les activités d'investissement pour la promotion de l'émancipation économique des femmes; ii) le renforcement des capacités et des connaissances institutionnelles; et iii) la réforme en matière de gouvernance et de politique visant à consolider l'intégration des questions liées à l'égalité entre les sexes dans les PMR. La mise en œuvre de l'UGPOA a débuté par l'élaboration d'une série de listes de contrôle de référence destinées aux gestionnaires de chacun des principaux secteurs. En outre, les profils sexospécifiques des pays sont achevés ou seront achevés, pour les Comores, l'Erythrée, la Gambie et le Libéria en 2009 et ceux de la République Centrafricaine et du Tchad devraient être achevés en 2010. Ces profils servent de référentiels d'information en matière de genre dans chaque PMR et fournissent des informations dans le cadre des décisions de programmation et de politique de la Banque et au personnel des PMR. La Banque a également adopté des indicateurs de performance clés pour assurer le suivi de l'intégration des questions liées aux spécificités de sexes dans ses produits de prêt. Dans le secteur privé, le Groupe de la Banque a financé un projet fanion du secteur privé portant sur l'émancipation des femmes dans deux pays du FAD, à savoir le Projet des femmes chefs d'entreprises axées sur la croissance (Encadré 7).

Encadré 7 : Projet des entreprises de femmes axées sur la croissance

Le projet des femmes chefs d'entreprises axées sur la croissance, est l'un des principaux projets de la Banque en matière de genre ; il est en cours de mise en œuvre au Cameroun et au Kenya par le truchement des opérations du secteur privé. Le projet vise à faciliter le financement à un coût abordable des entreprises de femmes, en réduisant les exigences collatérales et en renforçant les capacités d'évaluation du crédit des banques partenaires ; en créant des dossiers de crédit positifs en cas de remboursement de prêt ; et en encourageant les banques à octroyer des prêts à long terme. Le projet devrait participer à la réalisation des objectifs suivants : i) l'épanouissement des femmes et leur intégration au développement ; ii) la création d'emplois ; et iii) le renforcement des capacités institutionnelles des associations de femmes d'affaires et des autres partenaires participants.

Au moins 400 entreprises de femmes devraient bénéficier directement du projet dans chaque pays. Au Cameroun, la Banque a engagé une caution partielle d'un montant de 10 millions d'euros auprès de deux banques commerciales, au profit des entreprises de femmes axées sur la croissance et a mobilisé 347 000 UC additionnels du Fonds pour l'assistance au secteur privé en Afrique visant à financer de l'assistance technique et des activités de développement des capacités. Depuis septembre 2007, date d'approbation des fonds, les banques locales participantes ont accordé des crédits d'une valeur de 218 700 UC aux entreprises de femmes axées sur la croissance. 159 représentants de différents groupes et organisations partenaires ont été formés aux techniques d'élaboration des plans, à la sensibilisation à la problématique homme-femme, à la gestion des membres et aux questions techniques liées à la finance et au crédit. De façon similaire au Kenya, la Banque a engagé une caution partielle d'un montant de 6,5 millions d'UC (en novembre 2006) accompagné de 1 million d'UC additionnel d'assistance technique financée grâce aux ressources du Fonds d'assistance technique du FAD (ressources dédiées du FAD-10). Trente trois cautions d'un montant de 631 000 UC ont été autorisées et ont facilité des prêts de plus de 1 million d'UC en faveur des entreprises de femmes axées sur la croissance, qui autrement n'auraient pas bénéficié d'un tel financement. En outre, 312 particuliers de différentes organisations partenaires ont été formés au leadership, aux compétences techniques et aux programmes de sensibilisation à la problématique homme-femme. Par ailleurs, l'investissement de la Banque d'un montant de 6,5 millions d'UC devrait faciliter le financement par emprunt de l'ordre de 50 millions d'UC en faveur des entreprises de femmes du Kenya. Le projet a contribué à la création de 133 nouveaux emplois pour les entreprises de femmes axées sur la croissance bénéficiaires.

Agriculture, Gestion des ressources naturelles, Développement social et humain.

- 4.14 Le Fonds a continué d'offrir une assistance ciblée à certaines niches de ces domaines à travers 15 opérations, pour un montant total de 322 millions d'UC (Tableau 7). Parmi ces niches figurent l'infrastructure et d'autres opérations ciblées qui profitent directement aux communautés rurales, au développement de l'agro-industrie avec un accent particulier sur la création des partenariats secteur public – secteur privé.
- 4.15 En réaction à la crise alimentaire, la Banque a approuvé la Réponse à la crise alimentaire en Afrique (RCAA) en juillet 2008. La RCAA offre un cadre d'accélération de l'appui aux PMR touchés par l'augmentation des prix des produits alimentaires et devrait injecter environ 496,57 millions d'UC, dans le secteur agricole en Afrique entre le moyen et le long terme. Ces ressources seront rendues disponibles grâce au réaligement et à la restructuration du portefeuille agricole et non agricole existant, à une allocation du compte d'excédents de la BAD et aux opérations d'appui budgétaire/à la balance des paiements. Les approbations au titre de la RCAA en faveur des pays du FAD représentaient 302,45 millions d'UC en 2008 et 113,16 millions d'UC en 2009, soit un total de 451,61 millions d'UC ou 84 % de l'objectif visé au titre des mesures à court terme de la RCAA. A fin juillet 2009, le montant total des décaissements s'élevait à 271,01 millions de dollars EU. Les interventions de la RCAA sont conçues pour participer aux efforts visant à i) réduire la vulnérabilité des pauvres en Afrique face aux prix élevés et instables des produits alimentaires; ii) catalyser une croissance à large assise par une productivité agricole accrue, la participation au marché et le renforcement des politiques publiques de développement agricole durable ; et iii) renforcer les capacités publiques à favoriser un environnement propice à la croissance durable dans le secteur agricole, y compris la croissance régie par le secteur privé. A fin juillet 2009, 29 pays du FAD avaient déjà bénéficié de l'intervention de la RCAA et environ 2,1 millions de bénéficiaires, dont 34 % de femmes, avaient reçu des intrants et du matériel agricoles. Les mesures à court terme de la RCAA ont produit un impact positif sur l'utilisation d'intrants améliorés et sur la production de cultures vivrières dans les PMR bénéficiaires. En conséquence, les premières

estimations de production des cultures vivrières laissent penser à d'importantes augmentations entre 2007 et 2008-2009.¹⁹

Tableau 7 : Récapitulatif des opérations du FAD-11 dans les domaines de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles

	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
<i>Agriculture</i>	12	248,82
<i>Environnement</i>	3	74
Total global	15	322,82

- 4.16 En matière de développement humain, le Fonds a apporté un soutien sélectif au développement du capital humain par le biais des systèmes éducatif, sanitaire et de protection sociale renforcés et efficaces (Tableau 8). L'appui du Fonds par secteur se présente comme suit : 57 % en faveur de l'enseignement supérieur et du renforcement des compétences, 31 % à la réduction de la pauvreté et à la protection sociale et 13 % à la santé. Cette répartition par sous-secteur cadre avec la priorité accordée à l'enseignement supérieur et au renforcement des compétences dans la stratégie à moyen terme de la BAD. Dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur et du renforcement des compétences, le Fonds a octroyé un montant total de 95 millions d'UC sous forme de prêts et de dons à la Guinée-Bissau, au Kenya, au Rwanda, à l'Ouganda ainsi qu'en faveur d'une opération régionale. S'agissant du sous-secteur de la réduction de la pauvreté et de la protection sociale, un appui d'un montant total de 51,82 millions d'UC a été accordé au Burundi, à la République Centrafricaine, à Djibouti et au Malawi. Une opération d'un montant de 15 millions d'UC a été réalisée et un prêt supplémentaire de 6 millions d'UC, financé par la FEF, a été accordé à la Guinée-Bissau, pour appuyer l'éradication de la cécité des rivières et améliorer l'infrastructure sanitaire dans ce pays.

Tableau 8 : Récapitulatif des opérations de développement humain et social approuvées au titre du FAD-11

	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
<i>Education</i>	4	95
<i>Santé</i>	2	21
<i>Social</i>	5	51,82
Total global	11	167,82

5. Défis de la mise en œuvre et réponse du Fonds

- 5.1 La mise en œuvre du FAD-11 s'est heurtée principalement à un double défi: i) adapter en permanence l'appui du Fonds aux besoins évolutifs des pays du FAD suite aux crises financière et économique; et ii) éprouver sur le terrain les caractéristiques stratégiques des nouveaux cadres des opérations régionales et des Etats fragiles.

Adapter l'appui du FAD aux besoins évolutifs des pays du FAD au regard des crises économique et financière

- 5.2 Le contexte de taux de croissance internationaux et régionaux impressionnants dans lequel le FAD-11 a été négocié s'est soldé par une **crise économique et financière mondiale aux effets dévastateurs**. Les clients du FAD n'ont pas été épargnés par cette crise qui a provoqué la chute des taux moyens de croissance annuelle de 5,9 % en 2008 à moins de

¹⁹ Riz: de 159 530 tonnes à 715 400 tonnes; maïs: de 182 170 tonnes à 3,55 millions de tonnes; sorgho: de 146 750 tonnes à 644 680 tonnes; et millet: de 66 700 tonnes à 215 000 tonnes. La production de la semence du NERICA s'est également accrue de 1 400 tonnes à 10 840 tonnes au cours de la même période.

3 % en 2009. Ce chiffre se situe en deçà du taux de croissance démographique et, pour la première fois depuis plus d'une décennie, le revenu par habitant décroît. Cette baisse de croissance, principalement due aux facteurs externes dont la chute des prix des produits de base, la dégradation des termes de l'échange, la baisse des recettes d'exportation, des transferts de fonds et la léthargie de l'investissement étranger direct, compromet les progrès réalisés ces dernières années par les pays du FAD et demande des mesures exceptionnelles des partenaires au développement.

- 5.3 Le 4 mars 2009, la Direction a présenté au Conseil d'administration du FAD un document sur le projet de réponse de la Banque aux répercussions économiques de la crise financière.²⁰ Il ressort des études réalisées par la Banque que les pays du FAD auront besoin d'une assistance spéciale dans les domaines ci-après: i) appui budgétaire qui contrebalance la baisse des prix des produits de base, des exportations, des transferts de fonds, la détérioration des termes de l'échange et le ralentissement de l'activité touristique en même temps qu'il comble les lacunes des programmes de dépenses publiques ; ii) financement des principaux projets d'infrastructure ; et iii) appui au développement du secteur privé grâce au FAD. Deux facteurs déterminants qui permettent au Groupe de la Banque d'aider les pays du FAD à traverser la crise ont été identifiés, à savoir: le renforcement des capacités de distribution du Groupe de la Banque et l'amélioration de la flexibilité des politiques du Fonds, afin de s'adapter rapidement aux besoins évolutifs des pays du FAD. Le Conseil a approuvé les propositions de la Direction qui ont été élaborées et débattues davantage avec les Plénipotentiaires en marge des Assemblées annuelles de mai 2009 à Dakar.²¹
- 5.4 **Renforcer les capacités de distribution du Groupe de la Banque:** Comme convenu pendant les négociations du FAD-11, la Banque met en œuvre une série de réformes visant à améliorer ses capacités de distribution, la qualité de ses interventions et sa focalisation institutionnelle sur les résultats. La mise en œuvre cohérente et durable des réformes de la Banque, notamment en matière d'intégration et d'amélioration des procédures administratives, a déjà produit des fruits et permis à l'institution de répondre aux demandes d'aide des PMR en i) traitant beaucoup plus d'opérations pendant la première moitié du FAD-11 qu'auparavant et ii) ajustant les opérations à la chaîne et accélérées, afin d'aider les pays clients à combattre les effets de la crise. La forte augmentation des engagements et décaissements du FAD traduit bien ces efforts. La question liée aux capacités de accrues d'assistance du Groupe de la Banque est traitée en profondeur dans les documents de revue à mi-parcours du FAD intitulés « Impact des réformes des processus institutionnels et administratifs sur la programmation et l'exécution » et « Progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre d'évaluation des résultats du FAD-11 ».
- 5.5 **Renforcer la flexibilité du cadre stratégique du FAD:** Etant donné le montant fixe de ressources allouées au FAD-11, un accent particulier a été mis sur le renforcement de la flexibilité du cadre stratégique du FAD afin de transférer les ressources FAD aux pays clients avec beaucoup de souplesse et de célérité. **Le Programme de réponse accélérée du FAD** visait deux améliorations stratégiques immédiates :
- *Assouplissement des limites des règles d'engagement anticipé des allocations pays en faveur des pays touchés par la crise :* Conformément au cadre ordinaire d'allocation de ressources du FAD, la dotation de la première année qui représente le tiers de l'enveloppe des 3 années, est ferme, tandis que celles des deux autres années sont indicatives. L'allocation en début de période de l'ordre de 50 % de la dotation de l'année suivante est permise. Ainsi, l'engagement anticipé maximal autorisé correspond à 50 % au cours de la première année et à 83 % au cours de la deuxième année. L'engagement anticipé n'est autorisé que sur la base d'une justification raisonnable et avec l'accord du Comité des opérations. En réponse à la crise financière, la Direction a autorisé l'engagement anticipé des allocations au-delà de ces plafonds, lorsqu'ils étaient justifiés pour atténuer l'impact de la crise. Vers la fin de 2009, quinze pays du FAD devraient avoir utilisé l'intégralité de leurs dotations afin de garantir les dépenses prioritaires, y compris l'infrastructure et les investissements fondamentaux dans les Etats fragiles.

²⁰ Banque africaine de développement. Mars 2009. *Réponse de la Banque à l'impact économique de la crise financière*. ADF/ADB/WP/2009/32.

²¹ Fonds africain de développement. Mai 2009. *Note stratégique aux plénipotentiaires*.

- *La restructuration du portefeuille en cours* est un instrument majeur de réallocation de ressources en établissant une nouvelle hiérarchisation des activités. En s'inspirant des précédentes réponses d'urgence, tel le programme de dévaluation du franc CFA²² et la réponse de la Banque à la crise alimentaire, le Fonds a assoupli ses règles de restructuration afin de permettre le déplacement de ressources du portefeuille d'un pays dans des domaines qui n'étaient pas visés à l'origine par les projets et/ou dans les nouveaux domaines sur la base d'une circulation de documents de trois jours pour arriver au Conseil. Compte tenu des graves conditions économiques et financières actuelles, le Conseil a également autorisé la possibilité de changer les prêts d'investissement pour des actions à décaissement rapide plus adaptées en période de crise, sous réserve de transmission de documents dans un délai de 14 jours. Enfin, la reprogrammation des ressources dans les secteurs et pour les objectifs autres que les piliers existants de la stratégie d'aide pays a été facilitée.

5.6 **Trois mesures supplémentaires** sont examinées conformément aux orientations données par les Plénipotentiaires à Dakar :

- *Assouplissement du taux plafond de 25 % des prêts à l'appui des réformes (PAR)* : Les PAR étant un instrument primaire pour les réponses d'urgence du Fonds, les points de vue des Plénipotentiaires ont été sollicités à Dakar, et il a été convenu en principe que si la souplesse s'impose en temps de crise, la Direction devrait proposer au Conseil une augmentation du plafond applicable aux PAR, de 25 % à 30 % de l'enveloppe globale des allocations pays (l'enveloppe des allocations basées sur la performance). L'actuel cycle 2009-2010 laisse penser que la part des PAR baissera en deçà du plafond de 25 % vers la fin du cycle. Cependant, le dialogue en cours avec les PMR indique une forte demande de PAR liés à la crise pour remplacer les projets d'investissement. Par conséquent, les PAR pourraient excéder le plafond de 25 %. La Direction contrôle étroitement ce ratio et informera le Conseil d'administration au cas où la demande excède le seuil de 25 %.
- *Révision de la politique de réallocation des ressources annulées*: Cette politique en cours de révision permettra à la Banque de réaffecter un pourcentage des ressources annulées au portefeuille du pays et le reste à la réserve générale de l'actuel cycle du FAD-11, plutôt que du cycle suivant par le biais de l'Autorité en charge des engagements anticipés, conformément au cadre de l'Autorité en charge des engagements anticipés. Cette disposition libérera des ressources pour de nouveaux engagements directs. Le montant total des ressources de dons et prêts éligibles à une annulation s'élevait à 460 millions d'UC à fin juin 2009.
- *Mise au point de nouveaux produits*: Les nouveaux produits qui exploitent mieux les ressources du secteur privé et créent des solutions plus adaptées aux pays en particulier sont en cours de développement. L'une des plus graves répercussions de la crise financière sur les pays à faible revenu est le désintérêt du secteur privé pour les marchés perçus comme à haut risque. Les principaux liens infrastructurels des pays du FAD en cours d'examen pour le développement du partenariat secteur public – secteur privé pourraient être reportés en raison de la perception de risque très élevé dans l'actuel marché du crédit et/ou simplement de l'insuffisance de liquidités. L'actuelle réserve de potentiels projets de partenariat secteur public – secteur privé de la Banque dans les pays du FAD représente plus de 15 milliards d'UC et comprend des projets dans les domaines de l'énergie (58,8 %), du transport (39,1 %) et de l'eau (2,1 %). Dans le souci d'atténuer les risques et de promouvoir l'investissement privé dans les secteurs à risque très élevé et dans les pays à faible revenu, le Fonds développe un instrument de garantie en harmonie avec la pratique des autres banques multilatérales de développement²³. Les principales caractéristiques de ce nouveau produit de garantie feront l'objet de discussions informelles au Conseil d'octobre 2009. La Direction entend également faire un meilleur usage des instruments existants et exploiter les ressources de la Banque et du Fonds. Les ressources du FAD permettront aux gouvernements de prendre une participation dans les entreprises d'infrastructure du partenariat secteur public – secteur

²² Fonds africain de développement. Mars 1994. *Note sur l'aide du Groupe de la Banque aux pays membres de la zone du franc CFA et aux Comores suite à la dévaluation de leurs monnaies*. ADF/BD/IF/94/47.

²³ Banque mondiale, Banque asiatique de développement et Banque interaméricaine de développement.

privé auxquelles le volet secteur privé de la Banque offre un financement par emprunt à long terme, avec les autres cofinanciers du secteur privé. Cette disposition a été efficacement mise en œuvre dans le secteur de l'énergie par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, permettant à ces deux institutions d'exploiter largement les rares ressources concessionnelles. Enfin, compte tenu de la diversité accrue des clients de la Banque et de leurs besoins évolutifs, le Fonds prépare une révision de ses instruments de prêts d'investissement afin d'améliorer sa souplesse et sa vitesse de décaissement. Des instruments de programmation axés sur le risque seront également proposés.

Tester les cadres du FAD-11 pour les opérations régionales et pour les Etats fragiles

- 5.7 Durant les 15 mois de mise en œuvre des politiques opérationnelles du FAD relatives aux opérations régionales et aux Etats fragiles, un certain nombre de préoccupations concernant les caractéristiques de ces cadres est apparu. Ces caractéristiques peuvent nécessiter des ajustements en vue du FAD-12.
- 5.8 **Opérations régionales.** Conformément au cadre stratégique et opérationnel des opérations régionales adopté en 2008, les modalités de financement ont été arrêtées afin de renforcer le lien entre les allocations réservées axées sur la performance, d'une part, et, d'autre part, la performance et les engagements du pays : le financement du tiers du coût des opérations régionales par les allocations pays affectées aux PMR a été adopté (partage des coûts), sous réserve d'un taux plafond de 10 % pour les PMR bénéficiant d'une dotation au titre du FAD-11 d'un montant inférieur ou égal à 20 millions d'UC. En outre, il a été convenu qu'un soutien limité et sélectif de l'enveloppe des opérations régionales serait accordé aux biens collectifs régionaux, au cas par cas, y compris par le biais de dons et sans partage des frais. Tandis que le cadre a été mis en œuvre comme convenu avec les plénipotentiaires (Paragraphe 3.21), la mise en œuvre a soulevé une série de questions.
- 5.9 Le partage des coûts peut aisément entraîner l'absorption d'une importante partie des allocations axées sur la performance des pays engagés dans les opérations régionales, et provoquer des tensions dans la hiérarchisation des projets nationaux et régionaux. Cette tension est particulièrement forte dans les Etats fragiles et dans les pays dont les petites allocations FAD n'excèdent pas 20 millions d'UC. Ainsi, suite au partage des coûts, la clôture du plan de financement des projets des opérations régionales n'a pas été facile. La moitié des pays du FAD bénéficiant des allocations de trois ans d'un montant inférieur à 50 millions d'UC (dont 14 pays bénéficiant des allocations inférieures à 20 millions d'UC) et les besoins financiers nationaux étant croissants en pleine crise financière, l'exigence relative au partage des frais a détourné certains pays de la participation aux opérations régionales, plutôt que de promouvoir leur appropriation des opérations régionales. L'augmentation du partage des frais d'un taux plafond de 10 % pour les pays dont les allocations sont inférieures à 20 millions d'UC, à un taux ouvert de 33 % pour les pays dont les allocations sont supérieures à 20 millions d'UC, peut s'avérer régressive pour les PMR qui se trouvent au seuil minimum mais se rangent dans le dernier groupe de pays. Dans ces cas, il est possible que le changement de l'exigence relative au partage des frais surpasse les avantages d'une augmentation marginale de l'allocation au-dessus du seuil de 20 millions d'UC et réduise par conséquent les incitations liées à la performance du système d'allocations axées sur la performance (Tableau 9). Par ailleurs, la coexistence des différentes exigences de partage des frais pour les pays qui participent aux mêmes opérations régionales a provoqué une gêne entre les pays et le risque de voir le coût (et les composantes) d'un projet réparti entre les pays d'une manière qui ne cadre pas avec l'intérêt effectif du projet pour ces pays.

Tableau 9 : Illustration des implications du partage des frais dans le cadre d'une opération régionale de 30 millions d'UC pour un pays au seuil minimum

<i>Pays</i>	<i>Allocation axée sur la performance</i>	<i>Partage des frais</i>
<i>A</i>	19,9 millions d'UC	2 millions d'UC
<i>B</i>	20,1 millions d'UC	9,9 millions d'UC
<i>Différence</i>	0,2 million d'UC	7,9 millions d'UC

- 5.10 S'agissant des biens collectifs régionaux, comme l'indique la section 3.21, le Fonds a développé un cadre de filtrage assorti de critères bien définis de sélection et de hiérarchisation des projets de biens collectifs régionaux susceptibles de bénéficier des ressources limitées disponibles sans partage des coûts au titre de l'enveloppe des opérations régionales du FAD. Toutefois, malgré l'adoption de ces critères détaillés, la demande reste très forte, en partie parce que les ressources de l'enveloppe des opérations régionales approuvées au titre des projets de biens collectifs régionaux viennent en supplément de l'allocation d'un pays (elles ne nécessitent pas de partage de frais). En l'absence d'un taux plafond ou d'allocation réservée applicables aux projets de biens collectifs régionaux et en raison de la complexité de la comparaison des projets de domaines différents, il a été difficile pour la Direction, au regard de la forte demande, d'établir une hiérarchisation des biens collectifs régionaux relevant principalement des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'éducation et de la gouvernance et d'autres opérations régionales dans les domaines de priorité identifiés dans le cadre de la Stratégie d'intégration régionale de la Banque (notamment l'infrastructure). L'absence de transparence quant au montant exact des ressources disponibles pour les projets de biens collectifs régionaux a compliqué la planification et la hiérarchisation effectives, non seulement des opérations concernant les biens collectifs régionaux, mais également des opérations réalisées dans les autres secteurs, car ils se disputent la même réserve de ressources. Après un long processus itératif, le Comité des opérations a autorisé que les biens collectifs régionaux représentant 24 % de l'enveloppe des opérations régionales soient exemptés de la règle du partage des coûts. Des propositions détaillées qui traitent de cette question seront présentées dans le cadre des consultations du FAD-12.
- 5.11 **Etats fragiles.** Un éventail de problèmes surgit tandis que la Facilité en faveur des Etats fragile s'efforce de faire face à l'imprévisibilité de certaines demandes et au rapide changement du paysage de certains Etats fragiles. Le principal défi auquel se heurte la FEF dans ses progrès est lié à la prise en compte de pays supplémentaires comme bénéficiaires des piliers I et II, en l'absence de ressources disponibles pour les nouveaux pays.
- 5.12 S'agissant du volet apurement des arriérés, trois pays dont la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe se heurtent à de graves problèmes liés au fardeau de la dette extérieure et à l'apurement d'énormes arriérés. Des fonds en faveur de l'annulation des arriérés n'ont pas été programmés pour ces pays au titre du cycle du FAD-11, même s'ils figuraient sur la première liste des pays éligibles à la facilité des pays en situation post-conflit, approuvée par les Plénipotentiaires et le Conseil d'administration. Le cas du Zimbabwe est particulièrement urgent, étant donné que l'important réengagement de la Banque nécessitera l'apurement de ses arriérés qui s'élevaient à 298,03 millions d'UC en mai 2009. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont programmé des ressources pour l'annulation des arriérés du Zimbabwe. Les arriérés du Soudan s'élevaient à 150,64 millions d'UC en mai 2009 dont 93,75 millions d'UC provenaient de la BAD et 56,89 millions d'UC du FAD. Les arriérés de la Somalie s'élevaient à 49,61 millions d'UC en mai 2009, dont 11,99 millions d'UC provenaient de la BAD, 38,18 millions d'UC du FAD et 1,44 million d'UC du Fonds d'affectation spéciale du Nigeria. Outre la mobilisation des ressources supplémentaires auprès des bailleurs, le cadre de la FEF ne prévoit pas de mécanisme pour recevoir les demandes urgentes d'appui en faveur des nouveaux pays au titre des piliers 1 et 2.

6. Conclusion et Recommandations

- 6.1 La période du FAD-11 est exceptionnelle en raison des crises économique et financière qui frappent déjà les pays africains sur une échelle sans précédent. Le Fonds et la Banque ont dû considérablement modifier leurs activités pour s'adapter à ces situations nouvelles. Il fallait par conséquent devenir plus réactif et réceptif aux demandes des pays, aux approbations des allocations en début de période, à la restructuration des portefeuilles et des réserves existants, et conseiller, par ailleurs, les pays du FAD quant à la manière de réagir face à la crise, tout en les représentant sur la scène internationale. Un instantané de la mise en œuvre du FAD-11, au moment de la présente revue à mi-parcours, montre que les ressources du Fonds ont été utilisées conformément aux priorités et aux principes stratégiques convenus avec les Plénipotentiaires et qu'il y existe une importante réserve de projets ainsi qu'une forte demande pour les ressources restantes. Cependant, certains problèmes majeurs ont été identifiés pendant les 15 mois de mise en œuvre, que la Direction s'emploie à résoudre. Des propositions détaillées seront formulées à l'intention des Plénipotentiaires dans le cadre des consultations relatives au FAD-12.
- 6.2 Les Plénipotentiaires sont invités à prendre acte des progrès relevés dans le présent rapport et à donner des orientations à la Direction sur les difficultés de mise en œuvre qui y sont analysées.

Annexe I : Réponse du FAD à l'impact économique de la crise financière

Un soutien accru aux pays FAD

Afin d'adapter son assistance aux efforts des pays FAD qui luttent contre les effets de la crise financière, la Banque a inventorié les domaines dans lesquels l'appui serait particulièrement utile, notamment: un appui budgétaire en vue de compenser le manque à gagner consécutif à la chute des prix des matières premières, à la baisse des exportations, à la détérioration des termes de l'échange et à la baisse du tourisme; une adaptation des financements aux principaux projets d'infrastructures de développement à long terme et une aide au développement du secteur privé, en réalisant un effet de levier sur le FAD pour attirer des cofinancements. Les départements régionaux ont entamé des consultations avec les gouvernements des pays membres régionaux (PMR) en vue d'examiner et de réajuster les programmes opérationnels en cas de nécessité. La coordination avec les institutions sœurs a été consolidée en vue d'une réponse à effet de levier et d'une optimisation de l'impact sur le terrain.

Restructuration et reprogrammation du portefeuille

Plusieurs mesures spécifiques ont été approuvées afin de simplifier et d'accélérer le processus de restructuration des portefeuilles nationaux. En outre, les changements d'instruments—par exemple d'un prêt d'investissement à une opération de décaissement rapide plus appropriée en temps de crise — peuvent être approuvés dorénavant par le Conseil sur la base d'une circulation des documents de 14 jours. Cette durée de circulation plus courte (14 jours) peut également s'appliquer aux nouveaux prêts d'appui budgétaire et de soutien à la balance des paiements créés pour atténuer les effets de la crise. Dans le cadre de la restructuration des portefeuilles et de la reprogrammation des projets, la priorité est accordée aux secteurs affectés par la crise financière. Si le plafond de 25% des opérations à l'appui de réformes est atteint en raison d'un usage accru de l'instrument d'appui budgétaire, la direction devra soumettre au Conseil un projet d'augmentation dudit plafond à un taux maximum de 30%.

Allocation en début de période et Décaissement accéléré

En réponse aux demandes des pays bénéficiaires des ressources du FAD, la Banque a entrepris d'accélérer l'engagement des ressources du FAD, en s'appuyant sur la flexibilité des règles de décaissement du FAD qui permettent d'utiliser jusqu'à 83 % du total des allocations basées sur la performance de chaque pays sur 3 ans, au cours de la deuxième année d'intervention. La Banque envisage d'atteindre un niveau d'engagement de 77 % des ressources des allocations basées sur la performance, 94 % de l'enveloppe régionale et 76 % pour la FEF d'ici à fin 2009. Ainsi, la quasi-totalité des ressources consacrées aux opérations régionales et près des trois quarts des ressources de la FEF devraient être utilisées. La possibilité d'accélération des décaissements pour les opérations courantes est en train d'être examinée et mise en œuvre partout où cela s'avère approprié.

Ressources annulables

Des avancées ont été réalisées en vue de réduire le nombre et le montant global des opérations annulables du secteur public, non seulement afin d'améliorer la performance du portefeuille de chaque pays, mais aussi d'assurer la disponibilité des ressources non décaissées pour le financement des opérations prioritaires. La Banque explore les voies et moyens susceptibles d'accélérer la réduction du solde restant des prêts et d'optimiser au maximum les ressources libérées.

Facilité de Liquidité d'Urgence (FLU) et Initiative pour le financement du commerce (IFC)

Les clients non souverains dans pays FAD sont éligibles aux nouveaux instruments introduits par la Banque pour faire face à la crise: La Facilité de Liquidité d'Urgence (d'une valeur totale de 1,5 milliard de dollars EU, dont un maximum de 50 millions de dollars EU par institution financière ou projet éligible) et l'Initiative pour le Financement du Commerce (1 milliard de dollars). La Facilité de Liquidité d'Urgence répond aux besoins urgents de liquidités des clients ayant des difficultés financières dues au retrait des investisseurs internationaux, à l'annulation des lignes de crédit aux institutions financières, l'annulation des dettes et la fermeture des marchés d'actions. Il s'agit d'un préfinancement en vue de pallier au déficit de financement en attendant la restauration des conditions normales de financement. L'Initiative pour le Financement du Commerce met à disposition des financements pour les échanges commerciaux, notamment des lignes de crédit pour le financement

des transactions commerciales. Il convient toutefois de préciser que les banques commerciales internationales sont dorénavant moins disposées à octroyer ces lignes de crédit. Au cours de la deuxième phase, la BAD examinera la faisabilité de l'introduction de produits et services susceptibles d'apporter une aide plus complète au financement des transactions commerciales et de faciliter le processus de mise en œuvre des programmes soutenus par la Société Financière Internationale et d'autres institutions financières internationales. Grâce au concours de la Facilité de Liquidité d'Urgence et de l'Initiative pour le Financement du Commerce, les Pays FAD parviennent à maintenir leur niveau d'activités en dépit de la crise. A titre d'exemple, *United Bank of Africa* (Nigeria) a récemment bénéficié d'un financement de 150 millions de dollars EU dans le cadre de ces deux initiatives. Le prêt au titre de la FLU servira à conforter les lignes de crédit en devises et à atténuer les perturbations sur les opérations de *United Bank of Africa*, notamment en ce qui concerne le financement des projets relatifs aux infrastructures et au développement des petites et moyennes entreprises et l'expansion des entreprises. Le prêt au titre de l'Initiative pour le Financement du Commerce sera utilisé pour soutenir les opérations de financement des transactions commerciales de *United Bank of Africa*, notamment par l'octroi de crédits à court terme pour le financement des importations et des pré-exportations au Nigéria et dans les Etats fragiles et les pays sortant d'un conflit en Afrique de l'Ouest où *United Bank of Africa* est actuellement implantée.

Annexe II: Nouveaux résultats des opérations de gouvernance dans le cadre du FAD-11

Appui budgétaire

1. Aucune opération de gouvernance n'a encore été finalisée au titre du FAD-11. Cependant, des résultats sont d'ores et déjà perceptibles dans certains pays au niveau de la gestion des finances publiques et du secteur social.
2. L'appui budgétaire du FAD-11 en **Tanzanie** a renforcé les initiatives de lutte contre la corruption, notamment à travers la consolidation du processus de passation des marchés publics. Grâce à cet appui budgétaire, des avancées notoires ont été réalisées en termes de conformité des entités d'approvisionnement à la nouvelle Loi sur la passation des marchés publics (de 39% de conformité en 2007 à 71% en 2009). Aux **Comores**, la gestion des finances publiques a été renforcée à travers l'adoption d'un cadre juridique modernisé en matière de gestion de la trésorerie, de gestion budgétaire et de comptabilité, en partie grâce aux PAR du FAD.
3. Au **Libéria**, le premier don d'appui budgétaire du Fonds a assaini la gestion des finances publiques et amélioré la conception et la gestion de la politique budgétaire, à travers le renforcement des capacités de la Cellule macro-budgétaire du Ministère des Finances et la mise en œuvre, en 2008, d'un cadre financier triennal à moyen terme au titre de 2009-2010, en vue de la planification des revenus et de l'application d'autres mesures budgétaires. Cet appui a également permis de générer des recettes nationales grâce à l'installation d'un guichet unique dans les services de douanes en mai 2009. Par ailleurs, il a contribué à la consolidation des fonctions du gouvernement en matière d'acquisitions et de vérification. Un projet de révision de la Loi sur les passations de marchés publics et les Concessions de 2005, harmonisée avec la législation pétrolière et minière, a été soumis au Gouvernement. L'exécution des audits par la Commission générale de vérification s'est nettement améliorée depuis août 2008.
4. Au **Malawi**, l'appui budgétaire du Fonds a permis d'améliorer l'étendue de la vérification, de 50% des ministères en 2004-2005 à 60% en 2007-2008 et de réduire le délai de soumission des rapports d'audit au Parlement de 18 mois en 2006-2007 à 10 mois en 2007-2008. En **Gambie**, le programme d'appui budgétaire (assorti d'un projet d'appui institutionnel) a permis de réduire le nombre d'années d'arriérés des comptes apurés, de 7 ans en 2007 à 2 ans en 2009. Une avancée similaire a été enregistrée en **Sierra Leone**.
5. Au **Cap Vert**, grâce au concours financier du Fonds, une série de politiques est en cours de mise en œuvre en vue de moderniser l'administration et d'améliorer la compétitivité du pays en tant que plaque tournante internationale d'affaires et de services. A titre d'exemple, le programme a contribué à la mise en place d'une «Maison du Citoyen» qui centralise, rationalise et facilite les principales procédures administratives nécessaires au démarrage d'une nouvelle activité. Cette mesure a permis de réduire de façon drastique le délai d'enregistrement et de démarrage d'une nouvelle entreprise, de 52 jours en 2007 à 1 jour en 2008.
6. Grâce à l'appui budgétaire du Fonds, le Gouvernement du **Rwanda** a récemment adopté une série de lois commerciales (Projets de loi sur les sociétés et projets de lois sur la solvabilité, les instruments négociables, l'enregistrement des entreprises, la concurrence et protection des consommateurs), susceptibles, une fois promulguées, de créer un environnement propice au développement du secteur privé. Les résultats devraient améliorer le classement du Rwanda dans le rapport *Doing Business* (La pratique des affaires) de la Banque Mondiale, de la 158^e position en 2006 à la 145^e d'ici à décembre 2010, soit un gain de 13 places.
7. En **Ethiopie**, l'aide budgétaire ciblée a permis de réaliser des performances significatives en matière de gestion des finances publiques ainsi que sur le plan social. Grâce à un budget de subventions globales accrues et à l'accélération des décaissements, les dépenses totales des régions ont augmenté de 36%, dont un accroissement de 28% des dépenses des services de base (à l'exclusion des routes). Le secteur de la santé a enregistré une forte croissance des dépenses, de l'ordre de 63% au cours des six premiers mois de 2007-2008, tandis que les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et de l'eau ont enregistré un taux de croissance de 20 à 23%. L'étendue de la vérification continue a enregistré une croissance permanente de 23% entre 2006-2007 et 2007-2008. Des audits supplémentaires se sont étendus à 88 administrations locales, dont 50 administrations ayant déjà fait l'objet d'une vérification dans le passé, portant à 497 le nombre de bureaux soumis à la vérification permanente (soit environ 66% du nombre total

des bureaux). Dans le même ordre d'idées, des progrès ont été réalisés en matière de gestion budgétaire grâce à une formation organisée à l'intention de près de 1200 participants, issus des administrations régionales et locales, de la société civile et des médias.

Programmes d'appui Institutionnel

8. Les programmes d'appui institutionnel financés au titre du FAD-11 n'ont pas encore été finalisés certes, mais des progrès immédiats sont d'ores et déjà perceptibles en matière de renforcement des capacités en vue d'une gouvernance financière plus saine. En **Gambie**, par exemple, le Fonds renforce la coordination de l'aide en appuyant la Direction des projets et de la coordination de l'aide nouvellement créée au Ministère des Finances et en révisant les mécanismes institutionnels de coordination de l'aide.
9. Au **Burundi**, l'appui du FAD s'est soldé par le renforcement des capacités en matière d'audit externe (15 vérificateurs externes ont été formés), d'audit interne (30 inspecteurs ont été formés), de gestion de la dette (à travers l'assistance technique et le soutien logistique), de gestion de la politique budgétaire et d'analyse macroéconomique (156 agents du Ministère des Finances ont été formés), d'élaboration du budget et de planification (248 agents du Ministère de la Planification ont été formés). Le Fonds a également contribué à l'assainissement des finances publiques par l'adoption d'un cadre juridique modernisé comprenant la nouvelle loi organique, la législation en matière d'approvisionnement et la restauration d'une fonction d'audit interne au Ministère des Finances.

Annexe III: Liste des Opérations régionales et des biens publics régionaux

Liste indicative des opérations régionales prévues pour 2008-2010 – Mai 2009

Statut	Secteur	Projet	Coûts partagés	Total du FAD	Enveloppe des OR Prêt	Enveloppe des OR Subvention	Alloc. PBA
Approuvé	INFRA	Etude de développement du site hydroélectrique d'Inga et des interconnexions électriques associées Total	Coûts partagés	9,51		6,34	3,17
Approuvé	INFRA	Projet routier Bujumbura-rugombo-ruhwa-	Coûts partagés	100,00	0,00	67,48	32,52
Approuvé	INFRA	Programme de Facilitation du Transport sur le Corridor Bamenda-Mamfe-Ekok Abakaliki- Enugu Total	Coûts partagés	204,80	125,76	16,16	62,88
Approuvé	INFRA	PROJET INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DES PAYS DES LACS EQUATORIAUX DU NIL	Coûts partagés	99,77	16,88	50,04	32,85
Approuvé	GOUV	Projet de développement du système de paie (ECOWAS- Institut monétaire Ouest-Africain- WAMI) Total	BPR	14,00	0,00	14,00	0,00
Approuvé	DEV HUMAIN	Projet d'appui à la lutte contre et à l'éradication de l'onchocercose Total	BPR	15,00	0,00	15,00	0,00
Approuvé	GOUV	programme multinational de Renforcement des capacités statistiques en vue de la mise en œuvre du programme de gestion des résultats	BPR	17,84	0,00	17,84	0,00
Approuvé	GOUV	Projet d'appui au renforcement des capacités – le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)	BPR	1,00	0,00	1,00	0,00
Approuvé	INFRA	Etude du pont entre Kinshasa et Brazzaville Total	Coûts partagés	5,00	0,00	3,53	1,47
Approuvé	AGRIC & ENVIR	Lac-Tchad: Protection des ressources naturelles & développement durable Total	BPR	30,00	0,00	30,00	0,00
Approuvé	INFRA	Prêt supplémentaire Ethiopie-Djibouti Total	Petit Cap	20,92	3,47	15,07	2,38
Approuvé	DEV HUMAIN	Projet d'appui à l'Université africaine des Sciences et Technologies Total	BPR	12,00	0,00	12,00	0,00
Approuvé	DEV HUMAIN	Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP)	BPR	14,00	0,00	14,00	0,00
Approuvé	AGRIC & ENVIR	Projet d'aménagement du bassin du Congo et de gestion des ressources naturelles Total	BPR	32,00	0,00	32,00	0,00
Approuvé	INFRA	Projet routier Mombassa-Nairobi-Addis (Phase II) Total	Coûts partagés	210,00	105,00	0,00	105,00
Approuvé	INFRA	Corridor routier de Nacala (phase I) Total	Coûts partagés	117,03	78,02	0,00	39,01

INFRA	Corridor routier de Nacala (phase I) Total	Coûts partagés	54,00	36,00	0,00	18,00
AGRIC & ENVIR	Projet de gestion des ressources naturelles de Buguesera Total	Coûts partagés	30,00	0,00	20,00	10,00
INFRA	Appui institutionnel à la CUA (Communauté de l'Union africaine) (renforcement des capacités, formation)	BPR	2,00	0,00	2,00	0,00
INFRA	Etude d'aménagement hydro-électrique de Souapite Total	Coûts partagés	2,00	0,00	1,33	0,67
INFRA	Etudes du barrage hydroélectrique de Fomi et les lignes de transport associées Total	Coûts partagés	3,96	0,00	2,64	1,32
INFRA	Chemin de fer Issaka-Kigali Total	Coûts partagés	4,95	0,00	3,30	1,65
INFRA	Projet Routier Ouésso-Sangmelima/Doussala-dolisié Total	Coûts partagés	117,60	33,20	66,40	18,00
INFRA	Projet de facilitation au commerce régional-ATI phase I Total	Coûts partagés	40,02	23,20	3,48	13,34
INFRA	Projet d'électrification et d'interconnexion de Boali 3 avec la RDC	Petit Cap	23,00	0,00	20,20	2,80
DEV HUMAIN	Programme régional d'appui aux TIC Total	BPR	10,00	0,00	10,00	0,00
INFRA	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la région du lac Victoria	BPR	50,00	0,00	50,00	0,00
AGRIC & ENVIR	CLIMDEV Total	BPR	25,00	0,00	25,00	0,00
INFRA	Projet de facilitation au commerce régional-ATI phase II	Coûts partagés	26,10	12,76	4,64	8,70

Annexe IV: Opérations financées au titre du Pilier I de la Facilité en faveur des Etats Fragiles

Tableau IV-1

Pays	Titre du Projet	Pilier I de la FEF (en millions d'UC)	
		Engagés	Décaissés
Côte d'Ivoire	Projet d'Appui aux Réformes Economiques et Financières	45,87	45,87
Burundi	Deuxième Phase du Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE-II)	12,00	7,00
RCA	Promotion Socioéconomique des Groupes défavorisés	8,00	
Comores	Projet d'Appui aux Réformes Economiques et Financières	2,00	
Guinée-Bissau	Projet d'Appui au Programme de promotion de la Santé (Santé II)	6,00	
Libéria	Projet d'Appui aux Réformes en matière de Gestion des Finances Publiques I	12,39	5,00
Libéria	Projet de Réhabilitation du Secteur agricole	0,50	
Sierra Leone	Route Port Loko-Lungi	26,26	
Sierra Leone	Programme de Gouvernance Economique I	10,00	
Togo	Projet d'Appui à la Gouvernance	10,00	5,02
Total		133,02	62,89

Tableau IV-2

Pays	Titre du Projet	Opérations du Pilier I à présenter au Conseil
		34,00
RCA	Projet d'Appui à la Réhabilitation des Infrastructures rurales (PARIR)	3,85
Comores	Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement	8,00
RDC	Electricité II	60,00
	Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement	6,50
Total		112,35

Annexe V: Opérations financées au titre du Pilier I de la Facilité en faveur des Etats Fragiles

Pays	Opérations approuvées et en Cours de traitement en vue de la Mise en Œuvre	Coût des Opérations (en milliers de dollars EU)
Tchad	Etudes économiques et sectorielles Assistance technique au Ministère de la Santé	315,0
Comores	Projet d'Appui institutionnel et au Secteur public Assistance technique en approvisionnement en eau et assainissement	1 000 1 000
Côte d'Ivoire	Projet d'appui au renforcement des capacités en matière de gouvernance	3 078,5
République Démocratique du Congo	Etudes économiques et sectorielles en matière de décentralisation de l'administration publique	38,0
Djibouti	Etudes économiques et sectorielles en matière de développement du secteur privé Assistance technique judiciaire en exploitation minière (1) Assistance technique judiciaire en exploitation minière (2)	77,0 23,0 400,0
Guinée	Appui à la gouvernance, assistance technique et études économiques et sectorielles	2 400,0
Guinée-Bissau	Opérations en faveur de l'intégration régionale	2 800,0
Libéria	Assistance technique en matière de gestion de la dette, du cadre macroéconomique, de l'office autonome des recettes, audit des recettes et services consultatifs en matière d'approvisionnement Assistance technique au Ministère de l'Agriculture Conseiller juridique dans la mise en œuvre de la Facilité africaine de soutien juridique	1 000,0 750,0 250,0
Sierra Leone	Soutien à la mise en œuvre de l'UCP du Gouvernement	100,0
Somalie	Soutien technique et renforcement des capacités en matière de gestion des finances publiques	2 000,0
Soudan	Conseiller en Politique, Ministère des Finances Etudes économiques et sectorielles en matière de réglementation de la fiscalité, des lois sur l'approvisionnement et la gestion des finances publiques Formation et développement des ressources humaines dans le cadre de la gestion des finances publiques Appui au suivi de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté	100,0 500,0 1 400,0
Togo	Assistance technique en matière de promotion de l'emploi des jeunes	110,0
Zimbabwe	Soutien technique aux ministères des finances, de la planification et de la promotion des investissements et au Bureau du contrôleur et auditeur général	6 000,0
Burundi	Assistance technique au programme d'investissement public Appui technique au cadre macroéconomique Appui au Ministère des Finances en vue de la mise en œuvre de la gestion des finances publiques Etude de faisabilité technique et financière dans le secteur minier	700,0 600,0 700,0 300,0
Coût total		25 641,5